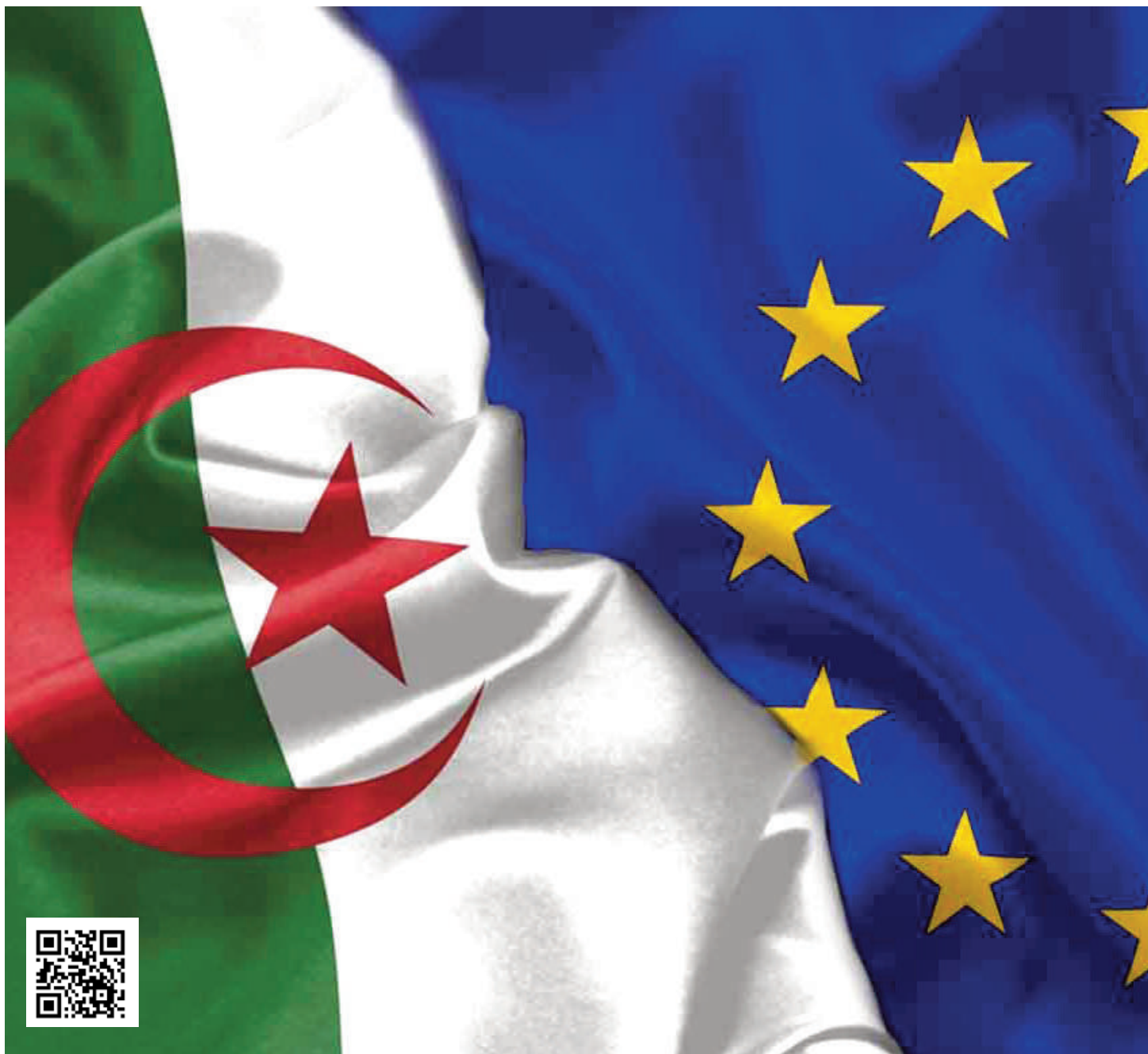


PARTENARIAT ALGÉRIE-UE

Vers un pacte économique méditerranéen

Dans un contexte international marqué par la recomposition des équilibres énergétiques et la montée des interdépendances régionales, Alger et Bruxelles semblent déterminées à franchir un nouveau cap. Invité sur le plateau de la télévision algérienne, l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado Pascua, a esquissé les contours d'un partenariat renouvelé, dépassant le simple cadre énergétique pour tendre vers un véritable pacte économique méditerranéen. P 3



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant sur les conditions et les procédures d'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés, de la feuille de route 2026-2028 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, et entendu une communication sur les préparatifs pour la campagne Hadj 2026, ainsi que l'état d'avancement des travaux du projet d'extension du port d'Annaba, indique un communiqué des services du Premier ministre.

P 2

HUIT ANS APRÈS SA REPRISE PAR SONATRACH

La raffinerie d'Augusta mise sur la transformation industrielle

Huit ans après son passage sous pavillon algérien, la raffinerie d'Augusta affiche un visage profondément transformé. Reprise en 2018 par le groupe public algérien Sonatrach, via sa filiale Sonatrach Raffineria Italiana, l'ancienne installation opérée par ExxonMobil s'est progressivement muée en une entité autonome, structurée et résolument tournée vers la compétitivité internationale.

P 3

LE DG DE L'AAPI REÇOIT UNE DÉLÉGATION D'HOMMES D'AFFAIRES DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les entreprises ENERGOINVEST et HIFA-OIL veulent s'implanter en Algérie

L'Agence Algérienne de Promotion des Investissements (AAPI) a accueilli, hier, une délégation d'hommes d'affaires de Bosnie-Herzégovine, a indiqué l'Agence dans un communiqué, précisant que cette rencontre s'inscrit dans ses efforts continus pour renforcer les partenariats économiques internationaux et attirer des investissements de qualité à forte valeur ajoutée.

P 2

MICRO-ENTREPRISES

NESDA et ASICOM signent une convention de partenariat et de coopération P 5

LE NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BA PREND SES FONCTIONS

Priorité à la stabilité financière P 3

CACOBATPH

Une modernisation accélérée au service des travailleurs du BTPH P 5

CÉRÉMONIE MARQUANT LE
DOUBLE ANNIVERSAIRE DU
24 FÉVRIER

Le premier ministre
inspecte plusieurs
projets énergétiques à
Oran

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué, avant-hier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oran, afin de superviser la cérémonie marquant le 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, célébrés le 24 février de chaque année.

Lors de son déplacement à cette wilaya, le Premier ministre a inspecté plusieurs projets relevant du secteur de l'énergie au niveau de la zone industrielle d'Arzew, où il s'est enquis de l'état d'avancement des projets industriels stratégiques visant à renforcer la base productive nationale et à consolider les capacités industrielles dans le domaine énergétique. Il a, à cette occasion, suivi un exposé présenté par les responsables de Sonatrach concernant le projet de réalisation d'une unité de production de Méthyl Tert-Butyl Ether (MTBE) avant de visiter le site du projet pour inspecter l'avancement des travaux et la salle de contrôle. Ce projet fait partie des projets stratégiques inscrits dans le programme de développement de l'industrie pétrochimique en Algérie, d'autant plus qu'il contribuera à satisfaire les besoins des raffineries nationales en cette matière utilisée dans la production d'essence sans plomb. Dans le même sillage, le Premier ministre a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'une unité de traitement catalytique continu du naphta lourd (CCR) au niveau de la raffinerie d'Arzew, ce qui permettra d'augmenter la capacité de production d'essence et de renforcer les capacités nationales de raffinage. Le Premier ministre a également inauguré le nouveau siège de la direction régionale de la zone industrielle relevant de l'activité de liquéfaction et de séparation du gaz de Sonatrach, dans le but d'améliorer la gouvernance et de renforcer l'efficacité de la gestion administrative de la zone. Lors de cette visite, le Premier ministre a échangé avec les travailleurs, écoutant leurs explications et préoccupations, et abordant avec eux les voies et moyens de promouvoir et de développer le secteur de l'énergie, notamment dans le domaine des énergies renouvelables. Il a, par ailleurs, souligné l'importance stratégique qu'accorde le président de la République à ce secteur vital, en tant que pilier essentiel du renforcement du développement national et de la consécration de la sécurité énergétique.

Synthèse Z R.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant sur les conditions et les procédures d'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés, de la feuille de route 2026-2028 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, et entendu une communication sur les préparatifs pour la campagne Hadj 2026, ainsi que l'état d'avancement des travaux du projet d'extension du port d'Annaba, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Par R N.

Ainsi le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les procédures d'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés ainsi que leur fonctionnement et leur contrôle. Ce projet vise à remédier aux dysfonctionnements et aux lacunes constatées sur le terrain et comprend un nouveau cahier des charges fixant les obligations administratives, techniques et pédagogiques des écoles privées. L'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés sera soumis aux exigences de la cartographie scolaire. Ces établissements seront également tenus de dispenser un enseignement conforme aux programmes et aux manuels nationaux et dans le respect des constantes nationales.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur les préparatifs pour la campagne hadj 1447h/2026. L'exposé a porté sur les principales étapes organisationnelles et les opérations achevées visant à simplifier et à faciliter le pèlerinage pour les hadjis. Ainsi, il a été procédé à la conclusion des contrats relatifs à l'hébergement, à la restauration, au transport des pèlerins et de leurs bagages et à la surveillance médicale au profit des pèlerins, ainsi que la numérisation du processus organisationnel via le Portail algérien du Hadj et la mise en place du paiement électronique des frais de pèlerinage. Il a également été souligné l'importance d'une coordination continue entre les différents secteurs, institutions et organismes impliqués dans l'organisation du Hadj, en vue de promouvoir une image honorable de notre pays durant cette

saison du Hadj. Le Gouvernement a, en outre, examiné la feuille de route 2026-2028 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, dans la perspective d'une modernisation de ce secteur pour en faire un véritable levier de développement économique. Ce plan stratégique prévoit une refonte complète du système pédagogique, avec pour objectifs de renforcer l'employabilité des diplômés, d'améliorer la qualité et de diversifier l'offre de formation afin de répondre pleinement aux besoins du marché de l'emploi. Enfin, et dans le cadre du suivi des grands projets structurants, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du projet d'extension du port d'Annaba, lequel s'inscrit dans le cadre de la réalisation du méga projet de phosphate intégré.

LE DG DE L'AAPI REÇOIT UNE DÉLÉGATION D'HOMMES D'AFFAIRES DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les entreprises ENERGOINVEST et HIFA-OIL veulent
s'implanter en Algérie

Par Zahir R.

L'Agence Algérienne de Promotion des Investissements (AAPI) a accueilli, hier, une délégation d'hommes d'affaires de Bosnie-Herzégovine, a indiqué l'Agence dans un communiqué, précisant que cette rencontre s'inscrit dans ses efforts continus pour renforcer les partenariats économiques internationaux et attirer des investissements de qualité à forte valeur ajoutée. En effet, cette visite de travail a été organisée pour explorer les opportunités d'investissements dans les secteurs industriel et énergétique en Algérie, ajoute la même source. La délégation, conduite par M. Mirza Ustamujic, Président-directeur général d'ENERGOINVEST, une entreprise leader dans l'ingénierie énergétique et les industries électriques lourdes, ainsi que M. Izudin Ahmetlic, Président-directeur général de HIFA-OIL, un important distributeur de produits pétroliers en Bosnie-Herzégovine, a exprimé un vif intérêt pour le marché algérien. Lors de la rencontre, ENERGOINVEST a exprimé son souhait de réaliser un investissement industriel en Algérie, axé sur la production de systèmes et équipe-

ments énergétiques, notamment les disjoncteurs haute tension, les transformateurs électriques et leurs composants. L'entreprise a également montré son intérêt à établir un partenariat avec un opérateur algérien en intégrant les dernières technologies et en garantissant un transfert de connaissances et de compétences techniques associées au projet. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise visant à étendre sa présence internationale. Après avoir pénétré plusieurs marchés européens, ENERGOINVEST ambitionne d'accéder au marché africain par l'Algérie, afin de profiter de l'essor dynamique du secteur énergétique dans le pays. De son côté, HIFA-OIL, qui distribue principalement des produits pétroliers en Bosnie-Herzégovine, a expliqué que sa visite visait à explorer les opportunités d'investissement en Algérie et à étudier la possibilité de lancer un projet aligné sur les besoins du pays en matière de produits pétroliers. Un entretien avec Sonatrach est également programmé pour discuter des perspectives de coopération et de partenariat. Ces discussions s'inscrivent dans une approche stratégique visant à attirer des investissements basés sur le transfert de

technologie et à renforcer l'intégration industrielle locale. Cela permettra de développer les chaînes de valeur dans les secteurs industriels et énergétiques, d'augmenter la part de contenu local, et de valoriser les capacités nationales en ingénierie et industries électriques. En outre, ce type d'investissement pourrait générer des emplois de qualité et renforcer le positionnement de l'Algérie comme un pôle industriel énergétique au niveau régional. À cet égard, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, a réaffirmé l'engagement de l'agence à accompagner les investisseurs bosniens à chaque étape de la réalisation de leurs projets, en mettant en avant les nombreux avantages fiscaux et quasi-fiscaux, ainsi que les privilèges liés aux zones économiques spéciales prévues par le cadre juridique algérien des investissements. En conclusion de la rencontre, le directeur général a réitéré l'engagement de l'AAPI à fournir toutes les facilités nécessaires pour garantir la réussite des projets d'investissement, contribuant ainsi au soutien du développement économique et au renforcement des partenariats industriels internationaux.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PARTENARIAT ALGÉRIE-UE

Vers un pacte économique méditerranéen

Dans un contexte international marqué par la recomposition des équilibres énergétiques et la montée des interdépendances régionales, Alger et Bruxelles semblent déterminées à franchir un nouveau cap. Invité sur le plateau de la télévision algérienne, l’ambassadeur de l’Union européenne en Algérie, Diego Mellado Pascua, a esquissé les contours d’un partenariat renouvelé, dépassant le simple cadre énergétique pour tendre vers un véritable pacte économique méditerranéen.

Par Selma R.

Entre investissements, connectivité africaine et transition énergétique, l’Algérie apparaît plus que jamais comme un acteur central dans la stratégie européenne au sud de la Méditerranée. À travers son intervention, Diego Mellado Pascua a souligné l’importance de dépasser la logique fournisseur-client pour construire une alliance stratégique fondée sur le respect de la souveraineté, l’attachement au multilatéralisme et la coopération sectorielle. « Dans un monde multipolaire et en profonde transformation, nous avons intérêt à travailler ensemble pour construire un espace de prospérité méditerranéen », a-t-il déclaré. « Nous devons aller vers un cadre plus structuré, plus ambitieux, qui reflète l’importance stratégique de l’Algérie dans l’espace euro-méditerranéen », a-t-il ajouté, évoquant la perspective d’un Pacte pour la Méditerranée à l’horizon 2026. Dans un contexte international marqué par la reconfiguration des flux énergétiques depuis la guerre en Ukraine, l’Algérie s’est imposée comme un fournisseur clé pour le continent européen. L’ambassadeur a salué la constance d’Alger dans le respect de ses engagements, y compris durant la pandémie de Covid-19. « L’Europe recherche des partenaires fiables et stables sur le long terme.

L’Algérie a démontré qu’elle répond à ces critères », a-t-il déclaré. Mais pour Bruxelles, l’énergie ne doit plus être envisagée sous le seul angle de l’approvisionnement. L’enjeu porte désormais sur l’intégration des chaînes de valeur, la transition énergétique et l’investissement dans les infrastructures. « La transition énergétique peut devenir une opportunité industrielle partagée entre l’Europe et l’Algérie », a-t-il souligné. Au cœur de son intervention, l’ambassadeur a mis en avant la vocation géoéconomique de l’Algérie. « L’Algérie est un pont naturel entre l’Europe et l’Afrique », a-t-il insisté. Les grands projets structurants, comme la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar, liée au gisement de Gara Djebilet, illustrent cette dynamique. Pour l’Union européenne, ces infrastructures représentent non seulement des investissements nationaux, mais également des maillons d’une connectivité élargie entre les deux rives de la Méditerranée et vers l’Afrique subsaharienne. L’UE se dit prête à mobiliser ses instruments financiers, notamment à travers la Banque européenne d’investissement, pour accompagner des projets créateurs de valeur. « Nous ne voulons pas seulement acheter des ressources. Nous voulons construire des partenariats industriels durables », a-t-il précisé. Interrogé sur le projet de gazoduc Nigeria–Algé-

rie–Europe, l’ambassadeur a rappelé l’intérêt constant de l’Union européenne pour les infrastructures favorisant l’intégration énergétique entre l’Afrique et l’Europe. Il a mentionné le programme Global Gateway, initiative européenne visant à renforcer la connectivité par des financements, des transferts de technologies et une assistance technique. « Toute initiative qui renforce les liens énergétiques et économiques entre l’Afrique et l’Europe mérite un dialogue ouvert et constructif », a-t-il affirmé. Cette approche s’inscrit dans une vision plus large de sécurisation des chaînes d’approvisionnement et de diversification des sources énergétiques, devenue centrale dans la stratégie européenne. L’ambassadeur a également abordé la question migratoire sous un angle économique. Selon lui, la gestion durable des flux passe nécessairement par le développement et la création d’emplois. « La sécurité est un élément important, mais le développement économique est essentiel pour traiter les causes profondes des migrations », a-t-il expliqué, soulignant la convergence entre la vision européenne et l’approche algérienne sur ce point. Dans un environnement régional marqué par les défis du Sahel, la coopération économique est présentée comme un levier de stabilisation et de prospérité partagée.

HUIT ANS APRÈS SA REPRISE PAR SONATRACH

La raffinerie d’Augusta mise sur la transformation industrielle

Par S R.

Huit ans après son passage sous pavillon algérien, la raffinerie d’Augusta affiche un visage profondément transformé. Reprise en 2018 par le groupe public algérien Sonatrach, via sa filiale Sonatrach Raffineria Italiana, l’ancienne installation opérée par ExxonMobil s’est progressivement muée en une entité autonome, structurée et résolument tournée vers la compétitivité internationale. Pour illustrer cette mutation progressive et assumée, Rosario Pistorio, administrateur délégué reconduit récemment dans ses fonctions lors du renouvellement du conseil d’administration le 10 février dernier, revient sur le chemin parcouru depuis la reprise du site. « Le temps passe vite. Quand nous regardons en arrière, nous mesurons le chemin parcouru depuis le 1er décembre 2018, date du changement du contrôle », a-t-il confié au média italien “Siracusa News”. « Nous avons voulu construire une véritable entreprise autonome, capable de gérer en Italie l’ensemble de ses fonctions stratégiques » a-t-il ajouté. À l’époque d’ExxonMobil, plusieurs services étaient éclatés à l’international. Les paies étaient traitées à Bangkok, certaines fonctions comptables en Europe de l’Est et l’informatique centralisée au siège. Huit ans plus tard, la logique s’est inversée. Les fonctions clés ont été internalisées et un département financier entièrement nouveau a été constitué. Le site emploie aujourd’hui environ 760 salariés et, en sept ans, 340 recrutements ont été réalisés, à la faveur des départs à la retraite mais aussi de la création de nouveaux services. « Nous avons fait revenir des compétences, parfois des jeunes partis à Milan ou ailleurs, pour construire ici une organisation intégrée », a souligné Pistorio. Cette dynamique s’inscrit dans un territoire fort de près de 80 ans d’histoire industrielle.

Au-delà de sa restructuration interne, la raffinerie d’Augusta s’affirme comme un acteur majeur du commerce extérieur. Le site génère près de deux milliards d’euros d’exportations et dessert des marchés bien au-delà de l’Italie. Positionnée au cœur de la Méditerranée, la Sicile bénéficie d’un atout logistique stratégique. « Nous sommes au carrefour des flux commerciaux. Cette localisation stratégique compense en partie les handicaps structurels de l’insularité », a expliqué l’administrateur délégué. Durant la pandémie de Covid-19, l’activité ne s’est jamais interrompue. Les communes de Priolo et Augusta figuraient parmi les premières en Italie pour le nombre de travailleurs actifs, en raison de la continuité des approvisionnements énergétiques. La transformation d’Augusta s’inscrit également dans le renforcement des relations énergétiques entre Rome et Alger. L’Algérie est aujourd’hui le premier partenaire commercial de l’Italie dans la zone MENA, notamment grâce au gaz transporté par le gazoduc Transmed. La raffinerie sicilienne joue un rôle direct dans ces échanges. Chaque année, environ 500 000 tonnes de bitume sont fournies à l’Algérie pour ses projets d’infrastructures, auxquelles s’ajoutent des livraisons de gasoil. « Nous contribuons au développement de notre maison mère tout en consolidant la position de l’Italie comme hub énergétique méditerranéen », a affirmé Pistorio. Après la reconversion de Livourne, Augusta est devenue la seule raffinerie italienne à produire des bases pour huiles lubrifiantes. Ce positionnement sur les spécialités, qu’il s’agisse des lubrifiants, des paraffines ou des bitumes, constitue un axe stratégique. « Nos produits entrent dans des marchés parfois inattendus », a déclaré le dirigeant. « Une partie de la paraffine produite ici se retrouve dans les bougies officielles de Buckingham Palace. Cela illustre la diversité de nos débouchés ».

La pression énergétique et climatique Cependant, cette transformation industrielle s’opère dans un environnement européen particulièrement exigeant. Le gaz en Europe coûte aujourd’hui environ trois fois plus cher qu’aux États-Unis et l’énergie en Italie demeure significativement plus élevée qu’en Espagne ou en France. À cela s’ajoute le système de quotas carbone. Pour un site comme Augusta, la facture liée au CO₂ varie entre 50 et 100 millions d’euros par an. « Nous ne contestons pas l’objectif environnemental. Mais il faut que les mécanismes soient aussi incitatifs. Aux États-Unis, la réduction des émissions ouvre droit à des avantages. En Europe, nous sommes surtout dans une logique pénalisante », a observé Pistorio. La compétitivité énergétique et la décarbonation figurent ainsi parmi les priorités de la prochaine décennie. « La sécurité, la santé et l’environnement ne sont pas des priorités au sens conjoncturel. Ce sont des valeurs gravées. Mais nous devons en parallèle rester flexibles et compétitifs dans un marché qui change rapidement », a-t-il insisté. L’arrêt annoncé de certains flux industriels dans le pôle ISAB oblige également la raffinerie à diversifier ses débouchés. « Chaque mutation industrielle est un défi. Nous devons être capables d’inventer de nouveaux marchés et d’adapter nos processus », a-t-il affirmé. Huit ans après sa reprise, Augusta ne se contente plus d’assurer la continuité d’un héritage industriel. Elle cherche à redéfinir son modèle, entre ancrage territorial, intégration méditerranéenne et adaptation aux nouvelles règles du jeu énergétique européen. Une conviction qui résume l’ambition affichée, faire d’Augusta non seulement un site de production, mais un véritable laboratoire de transformation industrielle au cœur de la Méditerranée.

LE NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BA PREND SES FONCTIONS Priorité à la stabilité financière

Par Zahir R.

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier à Alger, la cérémonie d’installation du gouverneur de la Banque d’Algérie, M. Mohamed Lamine Lebbou, nommé à ce poste lundi dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie s’est déroulée en présence du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, de l’ex-gouverneur par intérim de la Banque d’Algérie, M. Mouatassem Boudiaf, ainsi que des directeurs d’institutions financières et de plusieurs cadres supérieurs, indique un communiqué des services du Premier ministre. À cette occasion, le Premier ministre a souligné l’importance d’une « coordination étroite » entre la Banque d’Algérie et le ministère des Finances, au regard des « grands projets qui seront annoncés prochainement et qui requièrent l’innovation », adressant ses vœux de réussite au nouveau gouverneur et appelant à insuffler une nouvelle dynamique au secteur bancaire. Il a souligné que « cette nomination intervient dans un contexte marqué par une dynamique économique soutenue, impulsée par les projets structurants lancés par le chef de l’État, et par des enjeux majeurs exigeant un renforcement durable de la stabilité financière ». Le Premier ministre a insisté sur l’importance de consolider les fondements de la gouvernance et de la transparence au sein du système financier national, afin d’accompagner efficacement les réformes économiques en cours et de répondre aux défis posés par les mutations économiques régionales et internationales. Il a également insisté sur la nécessité d’un travail concerté et d’une coordination permanente entre l’ensemble des acteurs afin d’insuffler une nouvelle dynamique au secteur bancaire et d’accompagner les projets économiques, en conformité avec les orientations stratégiques de l’État et les réformes économiques en cours. Le ministre des Finances a, de son côté, mis en avant la place qu’occupe la Banque d’Algérie sur la scène monétaire et financière nationale, exprimant son souhait de voir sa démarche suivre la dynamique que connaît l’économie algérienne. Il a également fait part de sa confiance dans la capacité de M. Lebbou à « conduire cette transformation attendue depuis longtemps, au bénéfice de la Banque d’Algérie et de l’économie nationale dans son ensemble ». Pour sa part, le nouveau gouverneur de la Banque d’Algérie a salué la confiance placée en sa personne par le président de la République, exprimant sa volonté de ne ménager aucun effort pour hisser l’action de l’institution au niveau des aspirations de l’Algérie dans les domaines de l’économie et de la finance, saluant, par là même, les efforts consentis par M. Mouatassem Boudiaf, ex-gouverneur par intérim.

AVEC UNE CONTRIBUTION DE 1,5 MILLION DE PLANTS D'ARBRES DANS LA CAMPAGNE DE REBOISEMENT

Le Groupe Télécom Algérie honoré pour sa première place

Le Groupe Télécom Algérie a exprimé sa grande fierté d'avoir été honoré par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, lors de la cérémonie de distinction des acteurs ayant contribué au succès de la grande campagne nationale de reboisement, à indiquer le groupe dans un communiqué. Cette reconnaissance vient saluer la participation active du Groupe et de ses filiales à la deuxième campagne nationale de reboisement, organisée le 14 février 2026 à travers l'ensemble du territoire national. À cette occasion, « le Groupe Télécom Algérie s'est illustré en tant que premier contributeur, avec la mobilisation et la mise en terre de 1,5 million de plants d'arbres, confirmant ainsi son engagement concret en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable. À travers l'implication de ses filiales, notamment Algérie Télécom et ATM Mobilis, et la mobilisation de ses équipes, le Groupe a démontré sa volonté d'inscrire la responsabilité sociétale et environnementale au cœur de sa stratégie, en parfaite adéquation avec les orientations des pouvoirs publics visant à renforcer le couvert végétal national et à lutter contre les effets du changement climatique». Le Groupe Télécom Algérie, à travers ses filiales, réaffirme, à travers cette distinction, sa détermination à poursuivre ses actions citoyennes et à contribuer activement aux initiatives nationales à fort impact écologique, économique et social.

55E ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

L'expérience algérienne, un modèle ayant inspiré de nombreux pays

Les participants à une conférence consacrée au 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, organisée mardi à Alger par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), ont mis en avant la large portée internationale de l'expérience algérienne qui a incité de nombreux pays producteurs dans les années 1970 à emprunter la même voie, contribuant ainsi à la redéfinition des rapports de force sur le marché énergétique international. Lors de cette rencontre placée sous le thème "Mobilisation et instrumentalisation des énergies nationales dans le processus de recouvrement de la souveraineté sur les ressources naturelles", les intervenants ont abordé le contexte et les facteurs ayant conduit au succès de la décision de nationalisation du 24 février 1971, ainsi que les sacrifices consentis sur le terrain par les ingénieurs algériens pour assurer la continuité de la production. A ce propos, le directeur général de l'Institut, Abdelaziz Medjahed, a affirmé que la nationalisation des hydrocarbures a été le couronnement d'un long processus de lutte nationale pour le recouvrement de la souveraineté sur les ressources naturelles, y compris les actions de l'Etoile nord-africaine (ENA) depuis sa création en 1926, revendiquant la cessation de

la spoliation des richesses nationales par le colonisateur. Il a également souligné que la nationalisation des hydrocarbures est intervenue dans un contexte marqué par des décisions importantes pour asseoir la souveraineté nationale sur les grandes institutions, à l'instar de la nationalisation des mines en 1966. A cette occasion, M. Medjahed s'est félicité des investissements engagés par l'Etat ces dernières années, ayant permis de lancer l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet et de désenclaver la région du Sud-Ouest, soulignant que "la justice sociale demeure l'un des principes fondamentaux du mouvement national et de l'Etat algérien". De son côté, Ahmed Adimi, membre du conseil scientifique de l'INESG, a retracé le contexte historique général de la nationalisation des hydrocarbures, rappelant le parcours du mouvement national pour le recouvrement de la souveraineté sur les richesses nationales. Pour sa part, l'expert en énergie, Mourad Preure, a affirmé, lors de son intervention, que la nationalisation des hydrocarbures en Algérie était "une étape charnière" dans l'histoire de la lutte des peuples pour avoir le contrôle de leurs ressources, ayant poussé de nombreux pays producteurs d'hydrocarbures à emprun-

ter cette démarche dans les années 1970. Cette nationalisation a consacré une nouvelle réalité énergétique à l'échelle mondiale avec l'émergence de compagnies énergétiques nationales, au moment où sept grandes sociétés contrôlaient alors environ 85 % des réserves internationales. "C'est dire l'impact significatif de la décision de nationalisation aux niveaux régional et international", a-t-il relevé. A cet égard, M. Preure a expliqué que la décision de nationalisation reposait sur une vision méthodique afin d'éviter l'échec rencontré par d'autres pays dans leurs expériences avec cette option, soulignant que la spécificité de l'expérience algérienne résidait dans le fait qu'elle reposait sur une lecture précise des rapports de force internationaux à l'époque. De son côté, le représentant du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Ammar Oulmi, a insisté dans son intervention sur le fait que le défi actuel réside dans "l'inéluctabilité" de la transition énergétique en Algérie, rappelant le potentiel considérable du pays dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi que les projets et les partenariats lancés par l'Etat ces dernières années dans ce secteur.

Synthèse R E

DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER

Takdjout : «Une occasion de valoriser les réalisations et les acquis obtenus»

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a indiqué, mardi à Oran, que la commémoration du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures constitue une occasion pour valoriser les réalisations et les acquis dans divers domaines. Dans un discours prononcé à l'occasion d'une cérémonie de commémoration de ce double évènement, célébré le 24 février de chaque année,

sous la présidence du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, dans la zone industrielle d'Arzew, M. Takdjout a affirmé que l'Algérie "dispose d'un capital humain qui lui permet de remporter différentes batailles, notamment celle du développement économique dans divers secteurs", soulignant l'importance de cette "richesse humaine précieuse" pour réaliser le développement économique et social. Il a considéré que "le capital humain de l'Algérie se manifeste par ses travailleurs, qui ont été un rempart de défense de la patrie durant la glorieuse révolution de libération, pendant la période de construction, puis durant la décennie noire, où ils ont sacrifié de leur vie et leurs biens pour que

l'Algérie demeure libre et forte dans ses institutions, et ils sont encore aujourd'hui plus prêts à la défendre". M. Takdjout a ajouté que "les sacrifices de ces travailleurs resteront une source d'inspiration pour leurs valeurs de patriotisme et d'honneur". Il a rappelé, à cet effet, que la commémoration de ce double anniversaire représente "un moment pour tirer des leçons des sacrifices des martyrs valeureux et des moudjahidine de la glorieuse révolution, ainsi qu'une occasion de valoriser les réalisations et les acquis sociaux et économiques obtenus par l'Algérie indépendante".

APS

AIR ALGÉRIE

Perturbations des vols suite à un brouillard dense aux aéroports d’Alger et d’Oran

Le groupe Air Algérie a annoncé, dans un communiqué, des perturbations enregistrées mercredi matin dans le programme des vol au niveau des aéroports d'Alger et d'Oran suite à un brouillard dense persistant. Ces deux aéroports ont ainsi connu "des retards, des annulations ainsi que des réajustements d'horaires de départ et d'arrivée" à cause de ces "circonstances indépendantes de la volonté" du groupe, qui a présenté ses "sincères excuses pour ces désagréments".

Air Algérie a ainsi assuré que l'ensemble de ses moyens est mobilisé pour "garantir une prise en charge optimale des passagers" concernés par ces perturbations et exprimé sa gratitude pour leur compréhension. Le groupe a invité ses clients à contacter le centre d'appel au 3302 ou à se rendre auprès de leurs agences commerciales habituelles pour obtenir de plus amples informations sur leurs vols.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19883	6 869 635,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,76	9,00	5,56	7 119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 فيفري 2026 الموافق لـ 06 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Février 2026 (06 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات		
	Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	68	76	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	80	93	67	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	69	البصل الجاف	
	Ail sec	988	1080	897	الثوم الجاف	
	Carotte	90	102	79	الجزر	
	Navet	105	117	94	اللفت	
	Choux fleur	109	121	97	قرنبيط	
	Choux	90	102	78	الكرنب	
	Courgette	135	148	122	الكوسة	
	Haricot vert	449	481	418	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	176	192	159	الخس		
Fruits frais	Mandarine	204	240	167	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	156	192	119	البرتقال	
	Citron	150	170	130	الليمون	
	Pomme locale	402	489	314	التفاح المحلي	
	Datte	504	639	369	التمر	
	Banane	454	474	435	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1944	2096	1792	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	411	428	395	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

CACOBATPH

Une modernisation accélérée au service des travailleurs du BTPH

À l'occasion de son 29e anniversaire, célébré le 4 février dernier, la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobatph) dresse un bilan marqué par la consolidation de ses acquis, le renforcement de ses mécanismes de contrôle et une transformation numérique ambitieuse. Invitée chez nos confrères de la radio nationale, Mme Monia Siham Benyounès, directrice centrale à la Cacobatph, a détaillé les avancées enregistrées par la caisse, créée en 1997 pour prendre en charge des secteurs réputés pour leur pénibilité.

Par Réda Hadi

Pour l'oratrice, février 2026 a été marqué par le renouvellement, pour un troisième cycle de trois ans, de trois certifications internationales majeures : ISO 9001 (management de la qualité), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et ISO 14001 (management environnemental). Ces distinctions confirment l'engagement de la Caisse dans une logique d'amélioration continue, orientée vers la satisfaction de ses deux principales catégories de clients : les employeurs et les travailleurs du BTPH. Soumise à des audits de surveillance annuels rigoureux, la Cacobatph doit démontrer la conformité permanente de ses procédures aux standards internationaux. Une exigence qui se traduit, selon Mme Benyounès, par une meilleure prise en charge des dossiers et une optimisation constante des prestations. Suite à cela, elle assure que le début de l'année 2026 a été particulièrement éprouvant pour le secteur. Entre le 1er janvier et le 15 février, plus de 2 550 arrêts de chantiers ont été enregistrés, contre 1 400 à la même période en 2024, soit près de 1 000 arrêts supplémentaires. Cette augmentation s'est traduite par une forte progression des indemnisations. La Caisse a versé plus de 121 millions de dinars au titre du chômage-intempéries durant les six premières semaines de l'année, contre 58 millions de dinars à la même période l'an dernier. L'indemnité, fixée à 75 % du salaire, est versée à l'employeur, qui continue à ré-

munérer ses salariés pendant l'arrêt. Le bâtiment demeure le secteur le plus touché, représentant environ 75 % des arrêts, loin devant les travaux publics et l'hydraulique. Les intempéries couvertes incluent la pluie, la neige, les vents violents, les vents de sable et la canicule, cette dernière ayant été intégrée au dispositif ces dernières années. Consciente des risques liés aux conditions climatiques extrêmes, notamment dans le sud du pays, la Cacobatph mène chaque année des campagnes de sensibilisation pour inciter les employeurs à déclarer les arrêts liés à la canicule. L'objectif est double : protéger la santé des travailleurs et préserver les délais de réalisation des projets. Les employeurs disposent d'un délai de 48 heures pour déclarer un arrêt via la plateforme numérique dédiée. Le premier jour d'arrêt reste à leur charge, l'indemnisation intervenant à partir du deuxième jour. Pour cela, insiste-t-elle la Cacobatph dispose de 14 agences régionales et 44 agences de wilaya, appuyées par des brigades de contrôle. Des sorties programmées et inopinées sont organisées tout au long de l'année, parfois en coordination avec d'autres organismes comme la CNAS et l'Inspection du travail. Les contrôleurs vérifient la déclaration des salariés, les livres légaux et les conditions de travail sur les chantiers. En cas d'infraction – absence de déclaration ou sous-déclaration des salaires – des procès-verbaux sont établis et des redressements opérés, avec possibilité d'échéanciers de paiement. Tous les types d'entreprises, publiques et

privées, sont concernés par ces contrôles, dans un contexte marqué par un boom du secteur du BTP.

Numerisation : 23 services dématérialisés

La transformation numérique constitue l'un des piliers du bilan 2025-2026. Pas moins de 23 services ont été numérisés au profit des employeurs et travailleurs. Parmi les nouveautés figurent l'agence virtuelle développée via l'intelligence artificielle, la télétransmission des engagements d'arrêt de chantier et le prélèvement automatique des cotisations en partenariat avec la Banque de Développement Local. La déclaration annuelle des salaires, le paiement électronique, le télérecours, le téléchargement des mises à jour ou encore le télééchelonnement sont désormais accessibles à distance. Des terminaux de paiement électronique (TPE) sont également disponibles dans les agences. Pour garantir la sécurité des données, la Caisse s'appuie sur un data center principal et un centre de secours, conformément à la législation en vigueur. À travers ces résultats, la Cacobatph affiche un bilan axé sur la performance, la transparence et la proximité avec ses affiliés. Entre hausse des indemnisations, renforcement des contrôles et accélération de la digitalisation, la Caisse confirme son rôle central dans la protection sociale des travailleurs du BTPH, tout en s'adaptant aux exigences d'un secteur en pleine expansion.

MICRO-ENTREPRISES

NESDA et ASICOM signent une convention de partenariat et de coopération

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a signé, mardi à Alger, une convention de partenariat et de coopération avec la société algéro-saoudienne d'investissement ASICOM, dans le but de renforcer les mécanismes de financement et d'investissement au profit des micro-entreprises. La convention a été signée par le directeur général de la NESDA, Bilal Achacha, et le directeur général d'ASICOM, Mohamed Salhi, et ce en marge d'une conférence organisée par l'agence sur "le partenariat autour du développement et de l'élargissement des perspectives des micro-entreprises", en présence des cadres des deux parties. Dans une déclaration à la presse, M. Achacha a souligné que cette convention s'inscrit dans "la vision de l'agence visant à faire passer les micro-entreprises de la phase de création à celle de la croissance et de l'expansion, en leur offrant des ou-

tils innovants de financement et des partenariats qualitatifs leur permettant de renforcer leur compétitivité avec une intégration efficace dans le tissu économique national". Cette convention permet aux micro-entreprises créées via le dispositif NESDA de bénéficier des financements d'ASICOM pour développer leurs activités, a-t-il précisé, ajoutant que la sélection des entreprises se fait selon la nature, les composantes, et les besoins du projet, conformément à la politique d'investissement d'ASICOM. A cette occasion, M. Achacha a appelé les fonds de financement à investir dans les micro-entreprises financées par NESDA, ce qui est à même de leur ouvrir de nouvelles perspectives de soutien à leurs projets, et de les doter d'outils de croissance et d'expansion. De son côté, M. Salhi a affirmé que la signature de cette convention "reflète l'engagement d'ASICOM à soutenir l'invest-

tissement productif et à accompagner les micro-entreprises prometteuses à travers la mise à disposition de solutions de financement et d'investissement adaptées, contribuant ainsi à la création d'une valeur ajoutée durable et au renforcement de la dynamique de l'économie nationale". Il a ajouté que cette convention offre à la société "ASICOM" l'opportunité d'exploiter les opportunités d'investissement qu'offrent les porteurs de projets qui cherchent à développer leurs activités avec un accompagnement dans leurs plans d'expansion, d'autant que les micro-entreprises constituent un levier essentiel pour la diversification économique, la création de richesse et d'emplois. La rencontre intitulée "Partenariat autour du développement et de l'élargissement des perspectives des micro-entreprises" a constitué un espace d'échange de vues et d'expériences entre les différents acteurs

en matière de soutien à l'investissement et de financement des entreprises. Les discussions ont porté notamment sur les mécanismes de partenariat et de financement, en particulier à travers les fonds d'investissement, en passant en revue les expériences réussies de micro-entreprises ayant réalisé des parcours de croissance exceptionnels. Les participants ont également débattu des voies et moyens d'accompagner les entreprises dans leur phase d'expansion et de développement. Les porteurs de projets présents ont animé un débat au cours duquel ils ont exposé leurs préoccupations, notamment celles liées aux mécanismes de financement. Des explications ont été fournies concernant l'élargissement de leur activité et le renforcement de leur compétitivité sur les marchés.

ORAN
Lancement d'une session de mise à niveau des guides touristiques non agréés

La direction du Tourisme et de l'Artisanat d'Oran a lancé, récemment, une opération de mise à niveau des guides touristiques exerçant dans la wilaya sans agrément ni certificat requis, en vue de régulariser leur situation professionnelle, a indiqué, mercredi, la même direction. Vingt-cinq guides touristiques ont participé à la première session de formation et ont passé un entretien oral organisé le 15 février en cours. Cet entretien a abouti à l'octroi, à 17 candidats, d'attestations de réussite et de validation des acquis de l'expérience, a précisé à l'APS la directrice par intérim du tourisme et de l'artisanat, Mme Fatima Hamida. Quant aux huit guides restants, ils bénéficieront d'une formation courte d'une durée de 60 heures, suivie d'un entretien oral en vue d'obtenir les certificats délivrés par le centre de formation professionnelle, a-t-on fait savoir de même source. Mme Hamida a expliqué que "l'entretien oral est supervisé par un jury composé de trois enseignants du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, d'un guide touristique expert agréé, ainsi que d'un représentant d'une agence de tourisme et de voyages, avec la participation d'un enseignant universitaire en histoire moderne et contemporaine". La directrice a également indiqué que l'opération de formation se poursuivra, prochainement, ajoutant que l'annonce de la date de la deuxième session est prévue dans les prochains jours. La même source a précisé que le recensement préliminaire des guides touristiques non agréés à Oran fait état d'environ 80 guides. Cette formation s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions du ministère de tutelle, insistant sur la nécessité de qualifier les guides touristiques non agréés, conformément à la convention-cadre de partenariat signée entre les ministères du Tourisme et de l'Artisanat et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en novembre dernier, ainsi qu'au protocole de coopération conclu entre les deux directions concernées en décembre dernier. Cette opération vise à établir un cadre de coopération et de coordination entre les deux parties, afin de régulariser la situation professionnelle des guides touristiques exerçant sans diplômes professionnels, à travers des mécanismes de formation, de qualification et de reconnaissance des acquis professionnels, note-on.

APS

APS

ILLIZI

Installation d’une cellule de coordination et de suivi du dossier de l’investissement

Une cellule chargée du suivi de l'investissement et de la coordination entre les commissions chargées du dossier, a été installée au niveau du cabinet de la wilaya d'Illizi, sous la supervision du wali, Ahcène Khaldi, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Cette cellule a pour but de coordonner et de fédérer les efforts entre les différents secteurs concernés par le dossier de l'investissement, en plus d'œuvrer à aplanir les contraintes rencontrées dans la concrétisation des investissements, de sorte à booster la dynamique de leur mise en forme et atteindre les objectifs de développement escomptés. Elle est également tenue d'établir des rapports trimestriels à être soulevés aux instances centrales concernées à l'effet d'évaluer le degré d'avancement dans le traitement des dossiers exposés et suggérer des solutions appropriées. Le wali d'Illizi a mis l'accent, à cette occasion, sur l'importance de l'action participative et du suivi régulier et pertinent des dossiers d'investissement, en veillant au respect des délais, en plus de la coordination permanente entre les différents intervenants, et ce, dans une perspective d'amélioration du climat des affaires et de soutien du développement local. APS

TIARET

Raccordement de plus de 130 foyers au réseau de gaz naturel dans la commune de Takhmaret

Pas moins de 131 familles résidant dans la zone rurale "18 Février", relevant de la commune de Takhmaret (wilaya de Tiaret), ont soumis, mardi, le raccordement de leurs habitations au réseau de gaz naturel, a indiqué la directrice de l'Energie, Khadidja Seghir. Mme Seghir a souligné, dans un exposé présenté au secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya, Rabah Mourad Yezza, à l'occasion de l'inauguration du projet, que cette opération profite à 655 citoyens. Elle a été financée dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, pour un coût global de 11,4 millions de dinars. Elle a souligné que la zone « 18 Février », ainsi que les quartiers des chouhada Kacir Kada et Boudjemâa Abdelkader, et le village Baroudi Ahmed, figurent parmi les zones éligées de la commune. Pas moins de 528 familles y ont récemment obtenu du raccordement au gaz naturel. Mme Seghir a ajouté que le coût total de ces projets, inscrits au programme du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales de l'année écoulée s'élève à 40,7 millions de dinars.

APS

BLIDA

Une enveloppe de 200 millions DA pour la réalisation de projets de développement à El-Affroun

La commune d'El-Affroun, à l'ouest de la wilaya de Blida, est dotée d'une enveloppe de 200 millions de DA destinée à la réalisation de plusieurs projets de développement, a-on été informée mardi auprès de cette collectivité locale.

Par R E/APS

Cette dotation, inscrite au titre de l'exercice 2026, est en hausse observée à celle de l'année 2025, qui n'avait pas dépassé 140 millions de DA, a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'El-Affroun, Rafik Dis Amer, notant qu'elle permettra la réalisation de projets dans les secteurs du sport, de l'aménagement urbain, de l'assainissement et de l'éducation. Les opérations prévues portent notamment sur l'aménagement de deux stades de proximité au niveau des cités 250 Logements et Ouled Hamidane, ainsi que sur la réhabilitation et le revêtement de plusieurs axes routiers, dont la rue de la cité 105 à Béni Mouimen, le boulevard Chahid-Moubarak-Cherif et la route dé-

pendant des 300 Logements à Sidi Nouihi. Il est également prévu l'aménagement et l'installation de l'éclairage public sur le tronçon dépendant de la cité Béni Djemaa à Haouch Echouhada, sur 1,3 km. Il s'agit également de la réalisation de réseaux d'assainissement au niveau des cités des 40 Logements, 112 Logements, Locaux Béni Mouimen et Ouled Hamidane, ainsi que le renouvellement de certaines parties du réseau à Sidi Nouihi, Béni Mouimen, Bouazza Djeloul et autres quartiers de la commune. S'agissant de l'alimentation en eau potable (AEP), les opérations prévues concernent les quartiers de Bouroumi, de la Ferme Sadouk, de Béni Djemaa, de la Ferme pilote, du Douar N5 et de la cité des 25 Logements. Le secteur de l'éducation bénéficiera, en

outre, de plusieurs opérations, dont la réalisation de deux salles de classe à l'école Azzouz-Djilali, la construction et l'équipement de quatre classes à l'école Chahid-Mekarfi-Mohamed à Béni Mouimen, la réalisation d'une nouvelle cantine scolaire à l'école Chahid-Benarbia-Abdelkader, ainsi que la construction et l'équipement de six classes supplémentaires à l'école des 550 Logements-est, portant sa capacité à 12 classes avec la réalisation d'une cantine scolaire. Le président de l'APC a souligné que ces projets contribueront à l'amélioration du cadre de vie et au renforcement des infrastructures de base, précisant que les procédures administratives et juridiques sont en cours d'achèvement en vue de leur lancement dans les meilleurs délais.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Lancement prochain de la réalisation de 300 logements LPL dans 6 communes

Les travaux de réalisation de 300 logements publics locaux (LPL) seront "prochainement" lancés dans six communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, à-on appris mardi auprès du directeur général de l'Office local de promotion et de gestion immobilière (OPGI). M. Lakhdar Bouchenine a précisé que l'office a entamé les procédures pour le lancement de ce projet inscrit au titre de l'an-

née 2026, précisant que ces logements font partie du quota de logements de diverses formules retenues pour la wilaya au titre de cette année afin de répondre à la demande croissante sur le logement. Selon la même source, ces logements se répartissent sur les communes de Bordj Bou Arreridj (100), Mansoura (90), Ras El Oued (60), El Ach (20), El M'hir (20) et El Maïn (10) en fonction

de la densité urbaine et de la demande. Ce projet vient pour établir l'équilibre de la répartition de l'habitat et répondre progressivement à la demande sur le logement public locatif, notamment dans les communes connaissant une accumulation des dossiers de demandes au niveau des commissions de daïra, selon la même source. Ces logements contribueront à réduire l'écart entre l'offre et la

demande et permettront à des familles aux revenus limités d'accéder à un logement décent, à-on indiqué. La wilaya de Bordj Bou Arreridj a enregistré au titre de l'année 2026 d'un quota constitué de 300 LPL, 200 logements promotionnels aidés et 150 aides financières au logement rural, rappelle-t-on.

Agence

BOUMERDES

Mise en service d’une polyclinique à Bordj Menail

Une polyclinique a été mise en service mardi dans la périphérie de la ville de Bordj Menail, à l'est de la wilaya de Boumerdes, en présence des autorités locales et des cadres du secteur de la santé. Cette réalisation s'inscrit dans le cadre du renforcement du réseau des structures sanitaires de proximité, en vue d'améliorer la prise en charge des patients et la qualité du service public, selon les explications fournies au wali Fouzia Naama, à l'issue de l'inauguration de cette infrastructure, dans le cadre d'une visite d'inspection de plu-

sieurs projets de développement. La capacité d'accueil de cette polyclinique est de 10 lits, portant ainsi à 70 le nombre total de nouveaux lits dont a affecté le système de santé à Bordj Menail, en plus de ceux assurés par l'ancien hôpital de la commune, selon la même source. L'établissement a été doté d'équipements et de moyens médicaux modernes permettant d'assurer des services de santé intégrés, des examens et des consultations répondant aux besoins des habitants et de ceux des régions avoisinantes.

Il dispose également de services de radiologie et de diagnostic médical, d'une unité de vaccination ainsi que d'une prise en charge des urgences, contribuant ainsi à l'amélioration des prestations sanitaires et à leur rapprochement du citoyen. Pour rappel, la wilaya dispose de trois (3) établissements hospitaliers totalisant 746 lits, de près de 40 polycliniques, 110 salles de soins et trois (3) unités de contrôle et de traitement des maladies respiratoires.

R.R

OUM EL BOUAGHI

66 millions DA pour l’aménagement et l’équipement de 3 internats

Une enveloppe financière de 66 millions DA a été octroyée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour l'aménagement et l'équipement de trois internats d'établissements de formation et d'enseignement professionnels, à-on appris mardi auprès du directeur du secteur, Toufik Merad. Le même responsable a précisé qu'il

s'agit de l'aménagement et de l'équipement des deux internes de l'Institut national de formation professionnelle spécialisé en bâtiment et travaux publics (INSFP) Larbi-Tebessi d'Ain Beida et de l'INSFP Hadjam-Larbi spécialisé en agriculture au chef-lieu de wilaya. Le troisième internat concerné par l'opération est celui du CFPA Senhadri-

Abdelhafid de la ville d'Oum El Bouaghi, selon la même source qui a indiqué que les travaux projetés qui débiteront "prochainement" concerneront les chambres et les douches notamment ainsi que le renouvellement des couvertures et matelas. L'année en cours connaîtra également la réception du projet d'entretien et de

d'équipement de l'internat, transformé en hôtel d'application pédagogique, de l'INSFP d'hôtellerie et tourisme d'Ain Beida, selon encore le même responsable qui a souligné que cette opération a mobilisé une enveloppe financière estimée à 39 millions DA.

R.R.

Quand l'industrie du gaz de schiste salive devant l'essor des centres de données IA

Les centres de données stimulent la construction d'installations de production d'électricité utilisant du gaz de schiste. «La demande en énergie et en IA est sans précédent. » Ces mots ne sont pas ceux d'un dirigeant enthousiaste du secteur de la tech, mais ceux de Jeff Miller, PDG de Halliburton, l'une des plus grandes sociétés mondiales de services pétroliers, lors d'une conférence téléphonique sur les résultats financiers tenue en octobre.

2^e partie et fin

Par Derek Seidman(*)

Tump considérait les magnats du pétrole et du gaz comme un électorat clé lors de sa campagne pour sa réélection en 2024, et des milliardaires du secteur tels que Harold Hamm et Kelcy Warren lui ont versé des millions de dollars de dons.

Comme Truthout l'a déjà souligné, Trump s'est entouré de dirigeants et de promoteurs du secteur des énergies fossiles, notamment Chris Wright, l'ancien PDG de Liberty Energy, fervent défenseur de la fracturation hydraulique, qu'il a nommé secrétaire à l'Énergie. Depuis, l'industrie des combustibles fossiles a largement profité des politiques de déréglementation environnementale et des subventions fiscales mises en place par Trump, ainsi que d'une manne de nouvelles activités liées aux centres de données.

Warren est cofondateur et président exécutif du géant des pipelines Energy Transfer, il est aussi un allié de longue date de Trump. Energy Transfer croule sous les nouvelles commandes pour l'approvisionnement de centres de données allant du Texas à l'Arizona et il est associé à des géants de l'IA tels qu'Oracle.

Hamm est fondateur et ancien PDG de Continental Resources, géant du fracking, il est aussi l'un des principaux donateurs de Trump, qu'il soutient également dans son projet de salle de bal pour la Maison Blanche. Il est probablement le plus grand allié de Trump dans l'industrie des combustibles fossiles. « À eux deux », écrit le New York Times, Trump et Hamm « ont remodelé la politique fédérale au profit des compagnies pétrolières et gazières, parmi lesquelles Continental, la société de Hamm, et ont remis à plus tard la transition vers des alternatives plus écologiques telles que l'énergie solaire et les batteries ».

Le Hamm Institute for American Energy, un centre de recherche et de réflexion politique financé par Hamm, lequel siège également à son conseil d'administration, a soutenu l'utilisation du gaz naturel pour alimenter l'IA et a organisé en avril un événement sur le thème « alimenter l'IA » auquel ont participé des membres clés du cabinet Trump chargés de la politique énergétique de l'administration. Liberty Energy, anciennement dirigée par Chris Wright, secrétaire à l'Énergie sous Trump, est aussi en train de conclure des accords pour alimenter



des centres de données en Pennsylvanie.

« La seule chose qui nous empêchera d'être leaders dans le domaine de l'IA, c'est l'incapacité à construire la capacité de production d'électricité qui doit justement être mise en place », s'est récemment enthousiasmé Wright devant le Council on Foreign Relations, ajoutant qu'il « utilisait ses pouvoirs d'urgence pour empêcher la fermeture des centrales à charbon » et « accélérer l'octroi des permis de construction de nouvelles centrales ».

Le désir de se conformer des géants technologiques

De son côté, la Big Tech est rapidement revenue sur ses engagements en matière de neutralité carbone en adoptant une production d'électricité à partir du gaz pour ses centres de données. Par exemple, Entergy, un géant de la production d'électricité qui dépend principalement des combustibles fossiles, construit actuellement trois immenses centrales au gaz pour alimenter un centre de données Meta de 10 milliards de dollars en Louisiane. Il y a moins de dix ans, Mark Zuckerberg, PDG de Meta, se montrait enthousiaste à l'idée de lutter contre la crise climatique. Aujourd'hui, des titres tels que « Meta mise tout sur le gaz pour alimenter un méga centre de données » font la une des journaux, tandis que Zuckerberg et Meta sont vivement critiqués par les législateurs, les ana-

lystes énergétiques et les groupes communautaires locaux.

Cela s'inscrit dans une tendance plus large, rapportée par Truthout, voulant que les PDG de la Silicon Valley reviennent sur leurs prétendus objectifs climatiques et leurs critiques à l'égard de Trump afin de rester dans les bonnes grâces du président et de tirer profit de ses politiques.

« Trump exige qu'on se conforme à ses exigences, et les géants de la technologie s'y plient en renonçant à leurs engagements historiques en faveur du développement et de l'utilisation des énergies renouvelables », a déclaré Slocum. Bien sûr, tout cela ne fera qu'aggraver la crise climatique. La production, le transport et la combustion du gaz naturel libèrent d'énormes quantités de méthane, qui est 86 fois plus puissant que le dioxyde de carbone pour piéger la chaleur dans l'atmosphère terrestre. Sous Trump, les centres de données redonnent également une nouvelle vie à des centrales à charbon polluantes qui étaient en fin de vie.

Sous Trump, les centres de données redonnent également une nouvelle vie à des centrales à charbon polluantes qui étaient en fin de vie, et nombre d'entre eux sont alimentés par des générateurs diesel extrêmement polluants, dont on craint qu'ils ne soient utilisés plus fréquemment.

Comme l'a rapporté le journaliste Adam Mahoney, dans des États comme la Caroline du Sud et le Texas, les ménages noirs sont touchés de manière

disproportionnée par l'essor des centres de données et l'augmentation des émissions de combustibles fossiles liées à l'IA, en particulier avec la production d'électricité sur site.

De nombreuses communautés locales s'opposent tant aux centres de données qu'à leurs émissions polluantes, et cela va de Memphis (Tennessee) à Bessemer (Alabama) en passant par Santa Teresa (Arizona).

Certes, les grandes entreprises de la tech s'associent également à quelques projets liés aux énergies renouvelables afin d'alimenter leurs centres de données. Si ces derniers sont encore majoritairement alimentés par des énergies fossiles, l'Agence internationale de l'énergie note que la part du solaire, de l'éolien et des autres énergies renouvelables augmentera à partir des années 2030.

Mais cela soulève une autre question : voulons-nous vraiment que la transition vers les énergies renouvelables soit dominée par les priorités axées sur le profit des grandes entreprises technologiques et des sociétés de Wall Street, et gaspillée pour répondre à leurs attentes, ainsi que par leur obsession pour les merveilles supposées et non prouvées de l'IA ?

(*) Écrivain, chercheur et historien. Il vit à Buffalo, dans l'État de New York. Il contribue régulièrement au site Truthout et écrit pour LittleSis.

Source : Truthout, publié le 03-01-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

EETC lance un appel d’offres pour un parc solaire de 500 MW

L'Égypte poursuit le développement de ses capacités renouvelables avec un appel d'offres portant sur un parc solaire de 500 MW, en ligne avec ses objectifs de diversification du mix électrique à l'horizon 2030 et 2040. La compagnie égyptienne de transmission d'électricité, l'Egyptian Electricity Transmission Company (EETC), a lancé le jeudi 19 février un appel d'offres pour la construction d'un parc solaire photovoltaïque de 500 MW dans la zone West of Nile, en Égypte. Les candidatures dans le cadre de la demande de qualification seront acceptées jusqu'au 11 mai 2026. Le projet sera développé selon le modèle de producteur indépendant d'électricité, sur une base build-own-operate, signifiant que le développeur retenu sera chargé de la conception, du financement, de la construction, de la détention et de l'exploitation de la centrale. Une fois mise en service, l'installation contribuera à l'objectif national d'atteindre 42 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030 et 65 % d'ici 2040. Le coût total du projet n'a pas été précisé à ce stade. Synergy Consulting, Inc. accompagne EETC dans la structuration et la gestion du processus de qualification et d'appel d'offres. La Banque européenne de reconstruction et de développement soutient l'initiative en tant que conseiller financier et commercial. Par ailleurs, EETC mène actuellement un processus de sélection pour un parc éolien de 1 GW dans la région de West Sohag. La phase de demande de qualification pour ce projet est ouverte jusqu'au 1er mars 2026.

LIBYE

Inflation, dinar en chute et incertitudes en plein mois sacré

Quelques jours après avoir marqué le 15e anniversaire du renversement de Mouammar Kadhafi, les Libyens abordent le ramadan dans un climat économique tendu. À Tripoli, les feux d'artifice du 17 février ont laissé place aux préoccupations du quotidien : flambee des prix, pénuries et dévaluation du dinar. Malgré d'importantes ressources pétrolières et gazières, le pays fait face à des difficultés persistantes. « La situation économique se détériore, avec la hausse du dollar et une forte spéculation. Cela affecte lourdement la vie des citoyens », explique un habitant de la capitale. Dans plusieurs supermarchés, certains produits sont rationnés. Les distributeurs automatiques manquent de liquidités et les prix s'envolent : l'huile de cuisson a doublé, tandis que la viande et la volaille ont augmenté d'environ 50 %. Le mois dernier, la Banque centrale basée dans l'ouest du pays a procédé à une nouvelle dévaluation du dinar d'environ 15 %, la deuxième en moins d'un an. L'absence d'un budget national unifié, conséquence des divisions politiques persistantes, accentue encore les difficultés économiques. Quinze ans après le soulèvement de 2011, la Libye peine à retrouver une stabilité durable. En ce mois sacré, pour de nombreux citoyens, les incertitudes économiques l'emportent sur l'esprit de célébration.

Agence

MAURITANIE

Des guichets numériques pour rapprocher les services publics des citoyens

Les autorités mauritaniennes intensifient la digitalisation de l’administration publique pour la rendre plus accessible. Elles ont lancé la semaine dernière la plateforme « Ijraati », qui regroupe 800 procédures administratives.

Le gouvernement mauritanien a inauguré, le lundi 23 février, un guichet numérique à Bassikounou, dans le sud-est du pays. Financé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce dispositif s'inscrit dans une initiative nationale visant à réduire la fracture numérique et à faciliter un accès inclusif aux services publics digitalisés. « Les guichets numériques offrent une gamme de services et de facilités, incluant l'assistance pour la création et la gestion de comptes, le soutien à la navigation sur les plateformes numériques, l'utilisation des services en ligne, ainsi que l'accès gratuit à des tablettes et ordinateurs connectés à Internet », précise un communiqué publié sur Facebook par le ministère de la Transformation numérique et du développement de l'administration. Les autorités ont également organisé un atelier de formation destiné à 20 jeunes de la moughatâa (département), appelés

à accompagner les usagers dans l'utilisation des services numériques proposés dans cet espace public.

Un outil d’inclusion numérique

Les premiers guichets numériques ont été déployés en juillet 2025 dans les municipalités de Teyarett, Arafat et Tevragh Zeina, en banlieue de Nouakchott. Le ministre de la Transformation numérique, Ahmed Salem Ould Bede, avait alors présenté ces centres comme une première étape d'un projet national destiné à être progressivement étendu à l'ensemble des municipalités du pays. L'objectif est de garantir à chaque citoyen, indépendamment de sa localisation ou de son niveau de maîtrise numérique, un accès aux services administratifs. Un autre guichet numérique a été inauguré en décembre 2025 dans la commune de Ouadane, dans le cadre du projet DIGITAL-Y, mis en œuvre par la coopération allemande à travers la GIZ. Se-

lon la GIZ, « cet outil essentiel permet de rapprocher les services publics numériques des citoyens, en particulier dans les zones vulnérables, et de faciliter l'accès aux démarches administratives ». Ces centres sont présentés comme une passerelle entre l'administration et les usagers. Ils doivent simplifier les procédures, réduire les délais et limiter les déplacements physiques, tout en offrant un accompagnement technique aux personnes ne disposant pas de smartphones ou ne maîtrisant pas les plateformes numériques. Le déploiement des guichets numériques intervient dans un contexte où les autorités accélèrent la digitalisation de l'administration dans le cadre plus large de la transformation numérique de l'économie. Toutefois, le pays affiche encore des indicateurs de connectivité limités, soulevant des questions quant à l'adoption réelle des services digitalisés par la population.

Agence

ARABIE SAOUDITE

Djeddah accueillera la réunion du WEF sur la collaboration et la croissance mondiale en avril

L'Arabie saoudite accueillera la réunion du Forum économique mondial (WEF) consacrée à la collaboration et à la croissance mondiale à Djeddah, les 22 et 23 avril 2026. Le ministre de l'Économie et de la Planification, Faisal Alibrahim, a confirmé vendredi les détails de cette rencontre de haut niveau, annoncée lors de la réunion an-

nuelle du WEF en 2025, selon l'Agence de presse saoudienne. Dans ses remarques de clôture au forum, le ministre a souligné la nécessité d'un dialogue soutenu pour accélérer la croissance mondiale, appelant les participants à s'impliquer activement dans la réunion à venir. Il a indiqué que cet événement s'inscrira dans la continuité de

l'élan créé par la réunion spéciale du WEF organisée à Riyad en 2024, affirmant que le Royaume s'est imposé comme une capitale mondiale du pragmatisme et de la prise de décisions à fort impact. Le président du WEF, Børge Brende, a pour sa part salué l'approfondissement de l'engagement du Forum avec le Royaume. « Nous sommes ravis de revenir

en Arabie saoudite en 2026 pour poursuivre les discussions engagées lors de notre réunion annuelle, en créant un espace où les dirigeants peuvent travailler ensemble, instaurer la confiance et faire en sorte que le dialogue débouche sur une collaboration et des actions concrètes », a-t-il déclaré.

R.I

TUNISIE

Le budget des subventions à l’énergie frôle 9 % du budget de l’État

Lors de sa présentation à l'occasion d'une séance de travail tenue mardi 24 février 2026 par la Commission des plans de développement et des grands projets au sein du Conseil national des régions et des districts, le secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique a indiqué que le déficit énergétique de la Tunisie s'est sensiblement aggravé. En 2025, celui-ci a atteint environ 6,3 millions de tonnes équivalent pétrole, soit près de 65 % des besoins nationaux. Il a précisé que ce déficit s'explique principalement par le recul de la production nationale et la hausse du coût du gaz naturel, une situation qui s'est repercutée sur le budget des subventions à l'énergie, lequel a atteint des niveaux élevés, avoisinant 9 % du budget global de l'État.

Le secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique a souligné que la transition énergétique constitue un levier essentiel pour soutenir la croissance économique et réduire les émissions de carbone. Il a indiqué que la feuille de route pour la période 2026-2030 repose sur l'accélération de la mise en œuvre des projets d'énergies renouvelables et le renforcement des programmes d'efficacité énergétique. Il a également affirmé que le potentiel national en matière d'énergies renouvelables est disponible et en mesure d'accompagner cette orientation stratégique. Il a par ailleurs évoqué le rôle du régime des concessions dans la stimulation de l'investissement dans le secteur de l'énergie, soulignant que ce mécanisme a contribué à la création de plusieurs emplois, avec près de 300 postes perma-

nents enregistrés en 2023. Dans ce contexte, il a présenté un exposé sur le projet « Elmed », dont la capacité de production est estimée à environ 600 mégawatts, pour un coût avoisinant 840 millions d'euros. Et d'ajouter que ce projet est susceptible de renforcer la production d'électricité et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la Tunisie, notamment en direction du marché européen. Le secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique a également passé en revue les principaux programmes d'efficacité énergétique, affirmant qu'ils constituent un pilier fondamental pour maîtriser la demande énergétique et réduire les coûts de production, contribuant ainsi à alléger la pression sur le budget de l'État.

R I/source

À CAUSE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L’Afrique risque de perdre jusqu’à 65 % de pâturages d’ici 2100

Un rapport de Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) souligne que la hausse des températures et des vagues de sécheresse devrait déplacer des zones de pâturage des zones d’arrière-pays, comme les hauts plateaux éthiopiens, la vallée du Rift est-africain et le bassin du Congo, vers les zones du Sud, tandis que les prairies côtières disparaîtraient.

R I/agence

Le changement climatique pourrait réduire la superficie des prairies africaines de jusqu’à 65% d’ici la fin du siècle en cours, avec des effets délé-tères sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance des populations et le secteur de l’élevage sur le continent. C’est ce qu’observe un rapport publié le lundi 9 février par le Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK). Intitulé « Climate change drives a decline in global grazing systems », le rapport du think tank allemand s’appuie sur le concept d’« espace climatique sûr » (safe climatic space), c’est-à-dire une plage de températures et de conditions météorolo-giques dans laquelle les prairies propices au pâturage peuvent prospérer. L’espace climatique sûr pour les zones de pâturage des bovins, ovins et caprins est défini par une température comprise entre -3 et 29

°C, des précipitations allant de 50 à 2627 millimètres par an, une humidité située entre 39 % et 67 %, et une vitesse du vent comprise entre 1 et 6 mètres par seconde. La réduction des superficies des zones de pâturage ne devait épargner aucune ré-gion du monde, selon les modélisations réalisées par les auteurs. L’Afrique est ce-pendant particulièrement vulnérable, étant donné que les conditions clima-tiques du continent sont déjà proches des limites extrêmes que peuvent supporter les prairies. La superficie des prairies afri-caines pourrait ainsi diminuer de 16 % d’ici 2100, dans un scénario où les émis-sions mondiales de gaz à effet de serre provenant de la combustion des énergies fossiles et d’autres sources sont réduites de manière drastique.

Un scénario de statu quo (business as usual) dans lequel les émissions conti-nuent d’augmenter, pourrait entraîner des pertes allant jusqu’à 65 %, car les tempé-

ratures sur le continent situent déjà ce dernier dans la partie supérieure de la fourchette climatique considérée comme propice au pâturage.

Plus de 110 millions d’éleveurs pourraient perdre leurs moyens de subsistance

Avec la montée des températures et les vagues de sécheresse induites par le dérè-glement climatique, plusieurs zones de pâturage devraient se déplacer vers le Sud, depuis les hauts plateaux éthiopiens, la vallée du Rift est-africain, le bassin du Ka-lahari (une grande plaine de plus de 2,5 millions de km2 couvrant plusieurs pays d’Afrique australe, dont le Botswana, la Namibie et l’Afrique du Sud) et le bassin du Congo. Les zones de pâturage côtières, qui n’auront nulle part où se déplacer, dis-paraîtraient quant à elles.

CÔTE D’IVOIRE

Le potentiel de la future mine d’or Boundiali a presque doublé en un an

Avec Boundiali, la junior minière Aurum Resources ambitionne de se doter de sa toute première mine d’or, et envi-sage de lancer les travaux de construction dès 2026. Plusieurs étapes ont été définies pour atteindre cet objectif, notamment l’aug-mentation du potentiel minier du projet. En Côte d’Ivoire, les ressources minérales du projet aurifère Boundiali atteignent désor-mais 3,03 millions d’onces d’or, selon une mise à jour opérationnelle publiée le lundi 23 février par son opérateur australien Aurum Resources. Cette progression traduit un quasi-doublement du potentiel minéral en

l’espace d’un an pour cette future mine, dont le lancement de la phase de construction est déjà programmé pour cette année. En janvier 2025, le projet Boundiali affichait en effet des ressources minérales estimées à 1,59 million d’onces. Un potentiel qu’Au-rum a d’abord revu à la hausse en juillet 2025 avant de maintenant l’augmenter de 26 % pour franchir le seuil des 3 millions d’onces. Cette estimation actualisée devrait encore faire l’objet d’une mise à jour plus tard dans l’année, la société planifiant un programme d’exploration de 100 000 mètres de forage, destiné à affiner la compréhén-

sion des gisements déjà identifiés et des prospects environnants. « L’année à venir marquera une transition cruciale pour Aurum, avec notre ambitieux programme de forage au diamant de 100 000 mètres prévu pour 2026, déjà en cours à Boundiali. Nous restons concentrés sur l’ex-ploration de nombreuses cibles prioritaires qui n’ont pas encore fait l’objet de forages, ainsi que sur l’évaluation de l’extension en profondeur et en direction des gisements en-core ouverts », a déclaré Caigen Wang, di-recteur général d’Aurum Resources.

Agence

TANZANIE

Les 50 MW du projet solaire de Kishapu injectés dans le réseau d’ici le 1^{er} mars

Depuis plusieurs années, la Tanza-nie s’efforce de réduire sa dépen-dance au gaz naturel en diversi-fiant son mix énergétique. Longtemps re-tardé par des contraintes techniques, le projet solaire de Kishapu s’impose au-jourd’hui comme une étape clé de cette transition nationale. La compagnie publique Tanzania Electric Supply Company (TANESCO) a an-noncé le samedi 21 février l’achèvement de la première phase du projet solaire de Kishapu, situé dans la région de Shi-nyanga, au nord-ouest de la Tanzanie. Selon le directeur général de TANESCO, Lazaro Twange (photo, au centre), l’en-semble des 50 MW sera raccordé au ré-seau national d’ici le 1er mars 2026. Le projet, présenté comme le premier parc solaire d’une telle envergure déve-

loppé dans le pays, a été financé à hau-teur de 118,6 milliards de shillings tanza-niens (environ 39 millions d’euros) pour sa première phase, mobilisés avec l’appui de l’Agence française de développement (AFD). « Une nouvelle page d’histoire s’écrit pour notre pays. Depuis notre indépen-dance, nous n’avons jamais eu un projet solaire d’une telle envergure. D’ici le 1er mars 2026, un total de 50 MW sera rac-cordé au réseau national », a déclaré M. Lazaro Twange. Le projet de Kishapu avait précédem-ment connu un long report de mise en service, les autorités évoquant des contraintes liées à l’intégration de la pro-duction solaire au réseau national. L’ac-cord global de financement de 130 mil-lions d’euros signé avec l’AFD prévoyait

d’ailleurs des mesures de modernisation du réseau de transmission et de distribu-tion ainsi que le renforcement des capa-cités de gestion du système électrique. Par ailleurs, TANESCO a indiqué être dans les dernières étapes de sélection d’un entrepreneur pour la deuxième phase du projet, qui prévoit l’ajout de 100 MW supplémentaires pour un coût es-timé à 200,4 milliards de shillings tanza-niens. En 2023, le gaz naturel représentait envi-ron 63 % de la capacité installée du pays selon les données officielles. L’extension des capacités solaires s’inscrit dans la stratégie nationale visant à diversifier le mix électrique et à renforcer la sécurité énergétique.

R.I.

POUR MODERNISER LA PÊCHE ET L’AQUACULTURE
Le Ghana se dote d’un centre d’innovation

En Afrique de l’Ouest, le Ghana est le troisième fournisseur de pois-sons après le Nigéria et le Sénégal. Le pays qui en af-fiche également l’un des ni-veaux de consommation les plus élevés par tête, est confronté à un déficit de pro-duction qu’il cherche à com-ble.

La Chambre de l’Aquacul-ture du Ghana (COA) prévoit de lancer le mercredi 25 fé-vrier le Blue Food Innovation Hub, un centre d’innovation destiné à soutenir le déve-loppement de la chaîne de valeur aquacole et halieu-tique, en partenariat avec le Forum économique mondial (WEF). L’annonce a été faite dans un communiqué de presse publié le 24 février. Selon l’organisation, ce cen-tre d’innovation est conçu pour renforcer la diffusion de technologies et améliorer les compétences des produc-teurs. Il vise également à en-courager la collaboration en-tre start-up, chercheurs, in-vestisseurs et partenaires techniques dans l’aquacul-ture et la pêche afin de créer des solutions aux défis liés aux coûts des intrants, à la résilience climatique et à l’accès aux marchés. « Le hub permettra d’appor-ter des solutions à certains défis majeurs tels que le manque d’accès au finance-ment et aux marchés, la fai-ble adoption des technolo-gies, ainsi que les lacunes en matière de connais-sances pour les acteurs du secteur. Il transformera le secteur des blue foods, en particulier l’aquaculture continentale, et offrira aux petites entreprises qui pei-nent à changer d’échelle les ressources nécessaires pour se développer », a déclaré Jacob Adzikah, directeur gé-néral de la COA, dans des propos relayés par le média local My Joy Online. La COA affiche pour ambi-tion de mobiliser environ 10 millions \$ d’investissements au cours des dix prochaines années à travers l’opération-nalisation du Blue Food In-novation Hub. D’après M. Adzikah, ces ressources ser-viront à accompagner des entreprises opérant dans la pêche et l’aquaculture, pro-mouvoir des pratiques d’aquaculture durable et soutenir la transformation lo-cale pour renforcer la com-pétitivité sur les marchés ré-gionaux et internationaux.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales s’apaisent sur l’IA, dans l’attente de Nvidia

Les marchés boursiers mondiaux allaient de l'avant mercredi, profitant d'un certain apaisement des craintes sur l'intelligence artificielle avant les résultats du mastodonte Nvidia. Les investisseur digéraient aussi une grosse série de résultats d'entreprises.

Par Agence

Vers 09h40, dans les premiers échanges, en Europe, Londres (+0,82%) et Paris (+0,28%) grimpaient, atteignant de nouveaux records en séance. Francfort grimpait de 0,26% et Milan de 0,89%. la Bourse suisse voyait pour sa part son indice phare SMI afficher des gains bien moindre, soit de 0,07% vers 10h20. En Asie, les Bourses chinoises étaient en hausse dans les derniers échanges: Shanghai prenait 0,72% et Hong Kong 0,66%. Séoul (+1,91%) et Tokyo (+2,20%) ont nettement grimpé, atteignant même de nouveaux records en séance, boostés par les valeurs technologiques. "L'apaisement des craintes liées à l'intelligence artificielle améliore l'ambiance sur les marchés", relève Kathleen Brooks, analyste pour XTB. Depuis plusieurs semaines, les marchés s'interrogent sur la rentabilité des dépenses colossales des géants de la tech dans le développement de l'IA, qu'ils financent de plus en plus en s'endettant alors qu'ils utilisaient auparavant leur trésorerie. Les investisseurs s'inquiètent aussi des conséquences du développement de cette nouvelle technologie dans le modèle économique de nombreux secteurs, comme celui des logiciels qui a connu de lourdes déconvenues en Bourse depuis le début de l'année. Mais le secteur a repris son souffle à Wall Street mardi, après que l'entreprise californienne Anthropic s'est montrée ouverte à travailler avec les entreprises du secteur des logiciels. C'est son assistant d'IA, Claude, qui suscite le plus d'inquiétude. Mais "cette tendance pourrait changer avec les résultats de Nvidia", relèvent les analystes de la Deutsche Bank. La publication des résultats annuels et du quatrième trimestre du mastodonte de la tech, véritable baromètre de l'intelligence artificielle, aura lieu après la fer-

meture des marchés américains à Wall Street, soit après 22H00 (heure française). "Si Nvidia parvient à afficher des résultats solides et à donner des prévisions optimistes, cela pourrait également contribuer à améliorer le sentiment à l'égard du secteur technologique", soutient Kathleen Brooks. Avant de prendre connaissance de cette publication, les marchés doivent digérer une série de résultats d'entreprises en Europe.

Seb supprime des postes

Le titre du groupe d'électroménager Seb bondissait de 10,97% à 56,65 euros à la Bourse de Paris dans les premiers échanges mercredi, après avoir présenté des résultats annuels supérieurs aux attentes et un plan d'économies impliquant "jusqu'à 2.100" suppressions de postes. Il a "publié des résultats globalement supérieurs aux attentes", notamment en terme de "profitabilité", relèvent les analystes d'Oddo BHF. L'entreprise a fait état d'un chiffre d'affaires en recul en 2025 de 1,2% à 8,17 milliards d'euros. Le bénéfice net part du groupe a augmenté de 5,6% à 245 millions d'euros. Son résultat opérationnel a lui chuté de 25%.

Aston Martin plombé par la Chine

Le constructeur automobile de luxe britannique Aston Martin Lagonda (+5,01% à 60 pence) a annoncé mercredi une réduction de 20% de ses effectifs, en marge de la publication d'un résultat annuel 2025 plombé notamment par les droits de douane aux Etats-Unis et en Chine.

HSBC surprend

HSBC a fait état mercredi d'une chute de son bénéfice avant impôts de 2,4 milliards, à 29,9 milliards de dollars, faisant mieux cependant que les attentes

des analystes interrogés par l'agence Bloomberg, qui tablaient sur 28,9 milliards. Il prenait 5,56% à 1.363 pence à Londres.

OPMobility accroît son bénéfice

L'équipementier automobile OPmobility (+3,72% à 17,55 euros à Paris) a enregistré en 2025 une hausse de 8,9% de son bénéfice net, à 185 millions d'euros, malgré un recul de 2,6% de son chiffre d'affaires à 10,2 milliards, grâce à des réductions de coûts.

L’or et le pétrole grimpent

L'or, valeur refuge, est dopée par les incertitudes sur la politique douanière américaine: il gagnait vers 09h40 de 0,86% à 5187 dollars l'once. Le pétrole est lui renforcé par la crainte persistante de frappes américaines en Iran, ce qui pourrait déstabiliser l'offre de brut du Moyen-Orient. Le baril de WTI nord-américain progressait de 0,35% à 65,86 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord de 0,30% à 70,77 dollars. Côté changes, le dollar reculait de 0,19% face à la monnaie unique européenne, à 1,1796 dollar pour un euro.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 25 Février 2026 Valeur : 27 Février 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.8625	129.8775
1	EUR	EURO	153.1598	153.2035
1	GBP	POUND STERLING	175.5373	175.6051
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2132	83.2441
1	CNY	CHINESE YUAN	18.9086	18.9133
1	CHF	SWISS FRANC	167.9329	168.0609
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.8871	94.9258
1	DKK	DANISH KRONE	20.5041	20.5097
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.3699	14.3749
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.5818	13.5868
1	AED	UAE DIRHAM	35.3541	35.3620
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6143	34.6202
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.9427	425.1309
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.5404	44.9881
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1617	14.1633
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4630	20.5681
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2638	3.2739
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.3990	178.3990

BOURSE ZURICH

Une ouverture indécise se profile

La Bourse suisse devrait marquer une pause mercredi, après avoir atteint un nouveau plus haut historique durant la séance de la veille. Si les investisseurs semblent avoir digéré les nouveaux droits de douane décidés par le président américain Donald Trump et que les craintes liées à l'intelligence artificielle se font elles aussi moins pesantes, l'incertitude générale demeure. Outre-Atlantique, les indices ont terminé mardi en hausse, l'apaisement des inquiétudes autour de l'intelligence artificielle (IA) soulageant le secteur technologique et, plus particulièrement, celui des logiciels. Bon côté de la médaille: les outils d'IA peuvent améliorer certains logiciels, au lieu de les remplacer, aidant potentiellement leurs éditeurs à prospérer aux côtés de l'IA plutôt que de

disparaître, note dans son commentaire Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Reste que les tensions sur la branche ne sont probablement pas terminées, mais des opportunités apparaissent clairement, poursuit l'experte. Revers de la médaille, selon Mme Ozkardeskaya: Meta, qui a annoncé son intention d'acheter des puces AMD en grande quantité pour doper sa puissance de calcul, "dépense de l'argent contre la volonté des investisseurs et s'endette", mettant "de plus en plus mal à l'aise" les détenteurs de capitaux. Le problème, c'est que Meta reçoit des bons de souscription qui lui permettraient d'acheter des actions d'AMD si l'entreprise atteint certains objectifs de performance, constate l'analyste. Alors que Meta pourrait finalement se retrouver pro-

priétaire de 10% d'AMD, "la nature circulaire des accords dans le domaine de l'IA attire l'attention", juge-t-elle.

Le SMI reprend son souffle

Du côté de la Bourse suisse, le SMI, qui a dépassé mardi après-midi le cap des 14'050 points, notait peu avant 08h20 à 13'080 points, soit un repli de 0,12%, selon les calculs avant-Bourse de la banque Julius Bär. A l'exception du cimentier américain Amrize (+0,3%), l'ensemble des vingt valeurs phare du marché perdait du terrain. Alcon (-1,1%), qui a dévoilé mardi après la clôture du marché avoir engrangé entre octobre et fin décembre des recettes de 2,70 milliards de dollars (environ 2,20 milliards de francs suisses) en hausse de 9% (7% à

taux de change constants), héritait de la lanterne rouge. La multinationale verniole-texane a ainsi bouclé l'exercice écoulé avec un chiffre d'affaires de 10,32 milliards, contre 9,84 milliards en 2024. Holcim (-0,5%), ex-maison mère d'Amrize, était aussi à la peine, tout comme le fabricant de périphériques et accessoires informatiques Logitech (-0,1%). Les quatre poids lourds de la cote, soit le numéro un bancaire helvétique UBS (-0,1%), les géants pharma Novartis et Roche (tous deux aussi -0,1%) et l'alimentaire Nestlé (-0,1%) n'étaient d'aucun secours. En léger retrait par rapport à Amrize, la défensive Swisscom (-0,03%) se montrait solide, tout comme le numéro un mondial des arômes et parfums Givaudan (-0,06%). Hors SMI, Temenos bondissait de

3,4%. L'éditeur de logiciels bancaires a confirmé la veille au soir une croissance généralisée et une rentabilité accrue en 2025. Le bénéfice net s'est envolé et le dividende a dans la foulée été relevé. Adecco (+2,4%) était aussi en verve, à la faveur de revenus stables en 2025, alors que le bénéfice a en revanche légèrement diminué. Sandoz Group prenait pour sa part 1,2%. La multinationale pharma des génériques et biosimilaires a publié des chiffres 2025 robustes, concrétisant de manière anticipée une partie de ses objectifs à moyen terme. Georg Fischer (-2,4%) a accusé un recul de ses ventes comme de sa rentabilité l'année dernière. Le résultat net a atteint 103 millions, contre 214 millions précédemment.

Agence

ALLEMAGNE

Le moral des consommateurs devrait se dégrader

Le moral des consommateurs allemands devrait connaître une nouvelle dégradation en mars, selon les résultats de l'enquête mensuelle publiée par l'institut GfK, en partenariat avec le Nuremberg Institute for Market Decisions (NIM). Cette évolution, inattendue pour les analystes, illustre la persistance d'un climat d'incertitude qui pèse sur les ménages de la première économie européenne, en dépit de quelques signaux timides de stabilisation conjoncturelle.

Synthèse Rédaction Internationale

L'indice du moral des consommateurs s'est établi à -24,7 points pour le mois de mars, contre -24,2 points en février (chiffre révisé de -24,1). Les économistes interrogés par Reuters anticipaient pourtant une amélioration, avec un indice attendu à -23,1 points. Ce nouvel affaiblissement traduit un regain de prudence des ménages allemands, qui demeurent réticents à augmenter leurs dépenses dans un contexte international et national jugé instable. Dans le détail, la propension à acheter s'est nettement contractée, passant de -4,0 points en janvier à -9,3 points en février. Cette chute significative reflète la montée des inquiétudes liées aux tensions géopolitiques, mais également aux débats internes sur les orientations de la politique sociale du gouvernement. En parallèle, la propension à épargner a progressé d'un

point supplémentaire, confirmant un comportement de précaution de la part des ménages. Pour Rolf Bürkl, expert du climat de consommation au sein du NIM, cette situation met en évidence un décalage entre l'évolution de certains indicateurs macroéconomiques et le ressenti des consommateurs. « Même si l'économie semble se redresser légèrement, les consommateurs restent sceptiques », souligne-t-il. Selon lui, l'accumulation des risques internationaux, conjuguée aux incertitudes entourant les réformes sociales et budgétaires, entretient un climat anxieux qui freine toute reprise vigoureuse de la demande intérieure. Les anticipations des ménages concernant l'évolution de l'économie au cours des douze prochains mois reculent également de plus de deux points, pour s'établir à 4,3 points. Toutefois, cet indicateur demeure supérieur d'environ trois points à son niveau de l'année précédente, signe qu'un

certain optimisme subsiste à moyen terme, malgré les turbulences actuelles. L'Allemagne, locomotive traditionnelle de l'Union européenne, peine à retrouver un rythme de croissance soutenu. Les entreprises continuent de composer avec des coûts d'exploitation élevés, notamment énergétiques et salariaux, ainsi qu'avec une demande intérieure atone. L'environnement géopolitique, marqué par des conflits persistants et des tensions commerciales, alimente par ailleurs l'incertitude sur les marchés. Selon plusieurs économistes, la croissance attendue en 2026 devrait en grande partie résulter d'effets statistiques et calendaires, plutôt que d'un véritable rebond structurel de l'activité. Dans ce contexte, le maintien d'un moral des ménages à un niveau dégradé pourrait retarder encore davantage la consolidation de la reprise, la consommation privée constituant un pilier essentiel de l'économie allemande.

GRÈCE

Près de 38 millions de touristes accueillis en 2025

La Grèce a accueilli 37,981 millions de touristes en 2025, en hausse de 5,6% sur un an, selon les chiffres provisoires publiés mardi par la Banque de Grèce (BdG), constituant un record pour la troisième année consécutive. "L'année 2025 a été la meilleure année de tous les temps pour le tourisme grec", a affirmé à la

presse locale la ministre du Tourisme, Olga Kefalogianni, soulignant que "la Grèce figure parmi les 10 destinations les plus populaires au monde". Selon la BdG, le nombre de visiteurs s'était établi à 35,951,4 millions de voyageurs en 2024 sans inclure les données relatives aux croisières qui seront publiées prochainement.

En 2025, les arrivées de voyageurs en provenance des 27 pays de l'Union européenne se sont établies à 22,4 millions de voyageurs, en hausse de 2,8 % par rapport à 2024 tandis que les arrivées de voyageurs en provenance des autres pays ont augmenté de 10% pour atteindre 15,566 millions, selon la BdG. La hausse du nombre de voya-

geurs en 2025 a été accompagnée d'une augmentation des recettes de 9,4% sur un an, générant un excédent de 20,255 milliards d'euros pour cette même année, à-on indiqué. Moteur de l'économie grecque, le tourisme contribue directement à environ 13% du PIB et traditionnellement à plus de 30% du PIB.

R.E.

FRANCE

Les filières agricoles présentent leurs plans pour “reconquérir” la production française

Les présidents des groupes de travail ont fait un constat collectif d'un "mille-feuille" de réglementations et de "surtranspositions" du droit européen, notamment pour les autorisations environnementales, qui empêchent les projets de se concrétiser, selon eux. Construire plus de 3.000 poulaillers en dix ans, trois élevages de poissons ou encore des usines de pâtes: les filières agricoles ont présenté mardi leur plan pour "reconquérir" ou maintenir la production française. "Dresser le plan de bataille est toujours une tâche plus aisée que mener la bataille", a déclaré la ministre de l'Agriculture Annie Genevard, qui avait lancé en décembre ces "conférences de la souveraineté". "Nous sommes partis des consommateurs pour regarder comment la consommation allait évoluer à horizon 10 ans. Nous avons regardé les capacités de transformation au niveau national et en avons déduit ce que cela implique pour la production", a expliqué Ludovic

Spiers, coordinateur général du processus. Les filières ont déroulé, lors du Salon de l'agriculture, leurs objectifs, à horizon 2035, qui comprennent la construction de milliers de nouveaux bâtiments d'élevage ou de transformation. Elles prévoient aussi d'agrandir les surfaces de certaines productions comme le houblon.

Un travail terminé avant ou après l'été

Les présidents des groupes de travail ont fait un constat collectif d'un "mille-feuille" de réglementations et de "surtranspositions" du droit européen, notamment pour les autorisations environnementales, qui empêchent les projets de se concrétiser, selon eux. Ils ont aussi souligné les besoins en recherche, notamment pour l'adaptation au changement climatique, et de sensibilisation des consommateurs pour "privilégier le made in France". "Cette stratégie, nous allons la décliner territorialement. Ce

travail sera terminé soit juste avant l'été, soit après l'été", a conclu la ministre, donnant rendez-vous au Salon de l'agriculture 2027 pour un premier point d'étape. "Ce n'est pas l'État qui va être en capacité de financer tout ce qui vous a été dit. En revanche, l'État sera là pour animer, pour épauler, y compris financièrement, pour organiser et pour simplifier", a-t-elle ajouté. La présentation par chaque filière de ses conclusions a été interrompue par des militants de la Confédération paysanne venus dénoncer la situation dans les territoires ultra-marins. "La suppression des petites exploitations, c'est la mort des outre-mer", a lancé un militant, en référence au discours de la ministre la veille qui a appelé à s'interroger sur la taille des exploitations françaises par rapport à celles, plus grandes, d'autres pays européens plus compétitifs.

Agence

ETATS-UNIS

Rebond inattendu de la confiance des consommateurs

La confiance des consommateurs a légèrement rebondi en février aux Etats-Unis, faisant mieux que les attentes du marché, selon un baromètre de référence publié mardi. L'indice mesurant cette confiance, publié par l'association professionnelle Conference Board, a progressé de 2,2 points, pour s'établir à 91,2 points, après avoir atteint son point le plus bas depuis mai 2014 le mois précédent. C'est un peu mieux que les attentes des analystes, qui tablaient sur un indice se dégradant encore un peu, à 88,6 points, selon le consensus publié par Market-Watch. Selon les experts, la confiance a rebondi au mois de février grâce à une des attentes des consommateurs pour l'avenir. Dans le détail, le sous-indice concernant la situation économique actuelle a continué de se dégrader alors que les attentes pour l'avenir se sont légèrement améliorées, même si elles restent à des niveaux particulièrement faibles. Par tranche d'âge, les plus jeunes sont plus optimistes alors que l'indicateur fait état d'une baisse de confiance particulièrement marquée pour les plus de 55 ans. Parmi les raisons de cette inquiétude, "les prix, l'inflation et le coût de la vie restent la principale préoccupation des consommateurs. Les références au commerce et à la politique ont également augmenté, mais celles relatives au marché du travail sont en légère baisse. Le sondage a été réalisé avant la décision de la Cour suprême vendredi d'annuler une partie importante des droits de douane mis en place par le président américain Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche. De nouvelles surtaxes de 10% sont entrées en vigueur mardi, jusqu'à la fin du mois de juillet, pour remplacer les droits de douane annulés.

APS

ARGENTINE

Les exportations de volailles suspendues après un foyer de grippe aviaire

Les autorités sanitaires argentines ont détecté un foyer de grippe aviaire dans un élevage de la province de Buenos Aires, entraînant la suspension temporaire des exportations de volailles, a indiqué le ministère de l'Agriculture. Un plan de contingence, comprenant isolement, détection et abattage de volailles, dont le nombre n'a pas été communiqué, a été déclenché dans un élevage de poulets de la localité de Ranchos, à 120 kilomètres au sud-ouest de la capitale, a annoncé lundi soir le Service de santé animale (Senasa). Le gouvernement argentin a notifié la découverte à l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et a suspendu temporairement les exportations de produits avicoles, vers les pays avec lesquels l'Argentine a un accord sanitaire en tant que pays exempt de la maladie. En cas d'absence de nouveau foyer une fois 28 jours écoulés après les opérations d'abattage, de nettoyage et de désinfection liées au foyer, l'Argentine pourra se déclarer de nouveau exempte de la maladie auprès de l'OMSA et reprendre ses exportations aviaires, a précisé le ministère de l'Agriculture dans un communiqué. La production destinée au marché intérieur se poursuit normalement cependant, a précisé le Senasa, rappelant que la grippe aviaire ne se transmet pas par la consommation de viande de volaille ni d'oeufs. L'Argentine a exporté 112.000 tonnes de volailles lors de la période janvier-août 2025, soit une hausse de 8% par rapport à la période précédente, générant quelque 155 millions de dollars de chiffre d'affaire, selon des données officielles.

APS

SANCTIONS INUTILES ?

DeepSeek aurait entraîné son meilleur modèle IA avec... les meilleures puces NVIDIA

DeepSeek va bientôt lancer un nouveau modèle IA. Et il aurait bénéficié du nec plus ultra de la technologie de NVIDIA.

L'intelligence artificielle est une des technologies majeures sur laquelle s'écharpent aujourd'hui les États-Unis et la Chine, le premier cherchant à ralentir comme il le peut le développement de son rival. Mais dans ce domaine, malgré les restrictions sévères qui sont décidées par Washington, il semble que les entreprises chinoises trouvent toujours des solutions.

Le prochain modèle IA de DeepSeek, sur le point de sortir, entraîné à l'aide de GPU Blackwell

Aujourd'hui, pour entraîner des modèles d'intelligence artificielle, il n'y rien de mieux que les GPU de la génération Blackwell développés par NVIDIA. Une exclusivité qui devrait permettre aux États-Unis d'être bien en avance sur la Chine, qui n'a même pas le droit d'importer des GPU de la génération précédente Hopper.

Mais la réalité est évidemment plus complexe. On apprend ainsi aujourd'hui grâce à Reuters, qui a pu discuter avec un responsable de haut niveau de l'administration Trump, que DeepSeek aurait entraîné son tout der-



nier modèle à l'aide des GPU Blackwell. Ce modèle, qui sera évidemment le plus puissant jamais produit par le start-up de Hangzhou, devrait sortir la semaine prochaine.

Washington doit-il être encore plus dur sur ses règles à l'export ?

Toujours d'après le même officiel, ces

GPU Blackwell seraient rassemblées dans les data centers de l'entreprise installés en Mongolie intérieure. Les États-Unis s'attendent à ce que DeepSeek efface toutes les indications techniques permettant de détecter l'utilisation de puces IA américaines qui ne devraient pas se retrouver en Chine. Pour certains spécialistes, si cette information montre que les entreprises chinoises réussissent toujours à trouver des parades, elle indique aussi que la Chine est très loin de pouvoir produire des puces de très haut niveau à la maison. « La dépendance des entreprises chinoises spécialisées dans l'IA à l'égard des puces Blackwell introduites en contrebande souligne leur énorme déficit en matière de puces IA produites localement et explique pourquoi l'autorisation des puces H200 représenterait une bouée de sauvetage » indique ainsi à Reuters Salif Khan, qui avait été directeur de la technologie et de la sécurité nationale au sein du Conseil national de la sécurité de Joe Biden. Donald Trump devrait-il donc éviter d'autoriser l'exportation des puces NVIDIA H200, hypothèse dont on entend beaucoup plus parler ces derniers temps ?

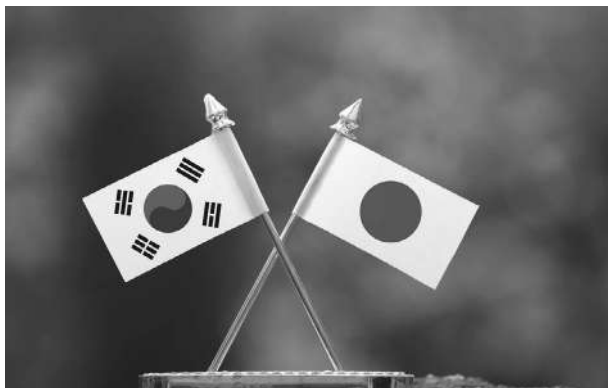
Pénurie de la RAM : le Japon fait tout pour attirer Samsung et Sk Hynix chez lui

Tout le monde veut de la RAM. Et des pays comme le Japon sont prêts à proposer des conditions exceptionnelles pour attirer chez eux les grands noms du secteur. Cela fait maintenant plusieurs mois que tout le monde se plaint dans le monde de la tech de la pénurie en RAM, causée par les besoins gargantuesques du secteur de l'intelligence artificielle. Une pénurie très vive qui nous rappelle à quel point ces composants sont stratégiques, et que pouvoir les produire à domicile correspond à un gain stratégique net. Le Japon est ainsi prêt à beaucoup d'efforts

pour attirer les grands constructeurs.

Le Japon veut attirer Samsung et SK Hynix sur son territoire

La pénurie en RAM fait de nombreux malheurs actuels, mais aussi trois heureux : Samsung, SK Hynix et Micron, les trois géants du secteur. Et les deux premiers noms, tous deux Sud-coréens, sont particulièrement courtisés par le gouvernement japonais. En effet, selon un rapport publié par Chosun Biz, Tokyo aurait proposé plusieurs incitations à Samsung et SK Hynix pour qu'ils construisent



des chaînes de production de RAM sur son territoire. Et l'offre est alléchante. Elle comprend non seulement des

subventions et des avantages fiscaux, mais aussi un soutien à l'établissement des chaînes d'approvisionnement, au re-

crutement de main-d'œuvre et à la création de partenariats avec les fabricants locaux. L'ampleur du programme proposée est telle que, selon une analyse citée par le rapport, le coût total de possession (le coût réel global d'une fab sur l'ensemble de son cycle de vie) serait réduit de moitié dans ces conditions au Japon, par rapport à la Corée du Sud.

Les géants sud-coréens renâclent, à cause de la pression à domicile

Autant dire qu'au vu des contraintes qui sont vécues aujourd'hui du côté de l'industrie de la RAM, ces propositions pourraient apparaître

comme une véritable aubaine pour Samsung et SK Hynix. Et pourtant, pour le moment, Tokyo fait chou blanc, malgré sa générosité. Toujours selon la même source, même si les deux entreprises apprécient les offres japonaises, elles n'ont pour le moment pas décidé d'y donner suite, à cause de l'opinion publique en Corée du Sud ainsi que pressions politiques. Dans la situation actuelle où la RAM vient à fortement manquer, se pourrait-il qu'il soit mal vu de développer de quelconques nouvelles capacités de production en dehors du territoire national ?

Brèves

Les tarifs des instances s'envolent chez Hetzner

L'hébergeur bavarois annonce une hausse de ses tarifs pouvant atteindre 37% sur ses instances cloud à partir du 1er avril 2026. Dans un communiqué de presse, l'entreprise invoque des coûts d'exploitation et d'achat de matériels ayant « augmenté de façon spectaculaire ». Les instances standard CX progressent de 30 à 37%, les serveurs GPU et l'object storage d'environ 30%. Hetzner n'est pas un cas isolé : OVHcloud a également alerté ses clients sur des hausses de tarifs pour ses instances VPS, anticipant des ajustements jusqu'en 2028. Derrière ces annonces convergentes, une même réalité s'impose : la demande colossale en infrastructure pour l'IA provoque une tension inédite sur l'ensemble des composants clés des datacenters. La DRAM pourrait bondir de 90 à 95% et la NAND Flash de 55 à 60% au premier trimestre 2026. CPU, GPU, accélérateurs IA et puces réseau suivent la

même trajectoire haussière, les hyperscalers (AWS, Azure, Google Cloud) et les principaux fournisseurs d'équipements IT (Dell, HPE, Lenovo ou Cisco) monopolisant les capacités de production au détriment des acteurs intermédiaires.

AMD signe un méga-contrat de 60 Md\$ avec Meta

Les deux fournisseurs ont annoncé un accord pluriannuel d'une valeur pouvant atteindre 60 milliards de dollars sur cinq ans pour la fourniture de puces pour l'intelligence artificielle. C'est le deuxième contrat majeur du genre pour AMD, après un accord similaire conclu l'année dernière avec OpenAI. Aux termes de cet accord, AMD s'engage à livrer six gigawatts de puces à Meta, en commençant par un gigawatt de son futur GPU phare MI450, basé sur l'architecture Instinct, dès le second semestre 2026. Les livraisons couvriront également des processeurs serveurs Epyc de 6e génération, dont une version personnalisée pour les besoins spécifiques du géant

des réseaux sociaux. Le contrat comprend un volet stratégique inédit : AMD émettra un bon de souscription portant sur 160 millions d'actions donnant à Meta la possibilité d'acquérir jusqu'à 10% du capital du fournisseur de puces.

Les hôtels Wynn victimes d'un ransomware

Après le MGM, c'est au tour de la chaîne hôtelière et de casinos Wynn (présents à Las Vegas sur le strip, mais aussi à Macao et à Boston) de voir des données de son personnel dérobées et verrouillées par des cybercriminels. En l'occurrence, l'attaque a été revendiquée par le groupe ShinyHunters qui affirme avoir subtilisé plus de 800 000 dossiers contenant les numéros de sécurité sociale des employés et d'autres informations personnelles. Les pirates réclamaient plus de 1,5 M\$ au propriétaire des hôtels-casinos pour éviter la diffusion des informations.

Lucid, présenté comme le rival le plus sérieux de Tesla, s'enfonce malgré les milliards saoudiens

Longtemps présenté comme l'un des rares rivaux crédibles de Tesla dans le haut de gamme électrique, Lucid traverse aujourd'hui une zone de turbulences rarement observée à ce niveau. Nouveau plus bas historique en Bourse, plan social massif, hémorragie de dirigeants, pertes abyssales : à la veille de ses résultats annuels, le constructeur américain joue bien plus que sa crédibilité. Il doit désormais convaincre qu'il peut survivre.

L'arrivée de Timothée Chalamet en tant qu'ambassadeur à l'été 2025 n'y aura rien fait. Lucid Motors continue de s'écrouler, et vient d'inscrire un nouveau plus bas historique en Bourse. L'action a ouvert à 9,52 dollars ce 23 février 2026 avant de glisser à 9,12 dollars en séance, soit une baisse supplémentaire de 4 %. Pour mieux comprendre où en est la marque, il faut savoir que le titre a perdu 98,6 % depuis son sommet atteint en 2021. En cinq ans, la capitalisation boursière est tombée sous les 3 milliards de dollars. À titre de comparaison, le fonds souverain saoudien Public Investment Fund (PIF) a injecté environ 9 milliards de dollars depuis 2018. La valeur actuelle de l'entreprise représente donc à peine un tiers de cet engagement. En 2025, le titre a reculé de 71,3 %, avant d'abandonner encore 12 % depuis le début de 2026. Même le regroupement d'actions 1-pour-10 opéré l'an dernier, qui était destiné à faire remonter mécaniquement le cours et à rassurer les investisseurs, n'a pas permis d'enrayer la baisse.

Des pertes massives malgré une production en hausse

En réalité, sur le plan industriel, Lucid ne stagne pas totalement. En 2025, la production a progressé de 104 % dans l'usine située à Casa Grande, en Arizona. 18 378 véhicules Air et Gravity sont sortis d'usines. Les livraisons ont bondi de 55 %, à 15 841 unités. Mais l'équation financière reste encore très fragile. Au troisième trimestre 2025, la société a affiché une perte nette de 978,4 millions de dollars pour 336,6 millions de revenus. L'activité ne finance donc toujours pas l'investissement : Lucid reste dépendant de capitaux extérieurs pour poursuivre son expansion. Depuis sa création, les pertes cumulées approchent 15 milliards de dollars. À ce stade, la croissance des volumes ne suffit plus : la question centrale devient celle de la rentabilité structurelle. Le constructeur mise désormais sur trois leviers : un SUV plus accessible autour de 50 000



dollars, une nouvelle plateforme de taille moyenne - et un partenariat robotaxi avec Uber et Nuro. Reste maintenant à savoir si ces projets suffiront à prendre un virage stratégique maîtrisé et peut-être gagnant, ou si ce sont de nouveaux paris pour gagner encore un peu de temps.

Un plan social en cours, et des chefs qui s'en vont

En attendant, la restructuration de l'entreprise a été annoncée et prévoit la suppression d'environ 12 % des effectifs, soit plus de 800 postes. Officiellement, il s'agit d'"optimiser les ressources" et d'améliorer l'efficacité opérationnelle. Les départs touchent notamment les équipes batterie, R&D, validation, thermique, logistique et innovation. Certains salariés provenaient des actifs rachetés à Nikola. En parallèle, l'instabilité au sommet continue d'inquiéter. Depuis octobre 2023, treize dirigeants de tout premier plan ont quitté Lucid, dont la directrice financière Sherry House, le responsable produit Eric Bach ou encore la vice-présidente stratégie Claudia Gast, partie chez General Motors. L'ancien PDG Peter Rawlinson a quitté ses fonctions en février 2025, laissant la direction intérimaire à Marc Winterhoff. Le remplacement complet de l'équipe dirigeante



logicielle, alors que le SUV Gravity connaît des difficultés techniques, montrent également que les tensions dépassent le seul sujet financier.

Un symbole du rêve électrique face à la réalité

Vu à son arrivée comme le plus grand rival potentiel de Tesla, en tout cas l'un des plus prometteurs, Lucid s'est heurté à une réalité bien plus difficile que prévue. Même son concurrent traverse d'ailleurs une période tourmentée, avec des centres d'intérêts de moins en moins automobiles ou l'abandon des Model S et Model X

faute de ventes suffisantes. Or ce sont ces deux modèles-là que les Lucid Air et Gravity avaient justement en ligne de mire ! L'ère où la promesse technologique suffisait à justifier des valorisations stratosphériques semble aujourd'hui bien loin. Ou du moins elle a glissé de l'automobile à l'intelligence artificielle. Désormais, les investisseurs exigent des marges, des flux de trésorerie positifs et une discipline industrielle. C'est justement tout cela que Lucid devra clarifier lors de la publication des résultats annuels, notamment sa trajectoire vers la rentabilité. Une nouvelle journée investisseurs est prévue le 12 mars 2026.

Et si Lamborghini avait raison de ne pas suivre Ferrari ?

En renonçant à son premier modèle 100 % électrique, Lamborghini ne fait pas qu'ajuster un plan produit. La marque affirme que ses clients ne sont pas prêts à abandonner le bruit et l'émotion mécanique. Pendant que Ferrari poursuit le développement de son propre modèle électrique, Sant'Agata fait un autre pari. Un choix qui interroge : et si la prudence était, ici, la décision la plus rationnelle ? La décision semble être irrévocable : Lamborghini a officialisé l'abandon de son premier modèle 100 % électrique. Dans un entretien accordé au Sunday Times, son patron Stephan Winkelmann, a précisé que le crossover dérivé du concept Lanzador, dévoilé en 2023, ne sera finalement pas produit. Et qu'il sera remplacé

par une nouvelle proposition hybride rechargeable. Le contraste avec 2021 est saisissant. À l'époque, la marque annonçait un plan d'investissement de 1,5 milliard d'euros pour électrifier sa gamme et promettait un premier modèle entièrement électrique avant la fin de la décennie. Cinq ans plus tard, le discours a changé du tout au tout. Stephan Winkelmann estime désormais qu'investir massivement dans un véhicule 100 % électrique, alors que le "niveau d'acceptation" auprès de la clientèle serait "proche de zéro", risquerait de devenir un "hobby coûteux". Selon lui, les clients recherchent "l'expérience émotionnelle complète" : le style, les performances et, surtout, le bruit. Un élément que l'élec-

trique aura forcément du mal à égaler...

L'Urus, colonne vertébrale financière

Mais la décision ne se résume évidemment pas à une question de décibels. C'est sans doute la réalité, mais c'est aussi une belle histoire à raconter aux clients qui cache une autre raison bien plus terre à terre. En 2025, Lamborghini a livré 10 747 voitures. Une année record. Et une large part de ces volumes provient de l'Urus, devenu le socle financier de la marque. Même s'il est effectivement proposé en hybride rechargeable, donc électrifié, transformer ce best-seller en modèle entièrement électrique aurait constitué un pari industriel risqué. Le marché du SUV

de luxe est plus vaste et plus stable que celui des supercars traditionnelles. Toucher à l'Urus, c'est toucher au modèle qui finance la recherche, le développement et l'image. Dans ce contexte, l'hybridation apparaît comme un outil transition réaliste. Et surtout ça n'empêche pas de profiter des vocalises du V8. Tout comme sur la nouvelle Temerario, ou du V12 sur la Revuelto, deux hyper sportives qui sont aussi hybrides rechargeables malgré leur batterie bien plus petite.

Ferrari, un pari plus offensif

Une trentaine de kilomètres séparent Sant'Agata Bolognese de Ferrari. Pourtant Lamborghini et Ferrari semblent s'éloigner plus que jamais. La

marque au Cheval cabré prépare son premier modèle électrique, la Luce, et assume ce virage technologique. Là où Lamborghini invoque la prudence et la fidélité à l'expérience mécanique, Ferrari semble considérer que l'innovation peut devenir une nouvelle forme d'émotion. Deux stratégies pour deux lectures distinctes du risque. Lamborghini sécurise son modèle économique et protège son SUV phare. Ferrari, forte d'une rentabilité exceptionnelle et d'un carnet de commandes saturé, peut se permettre d'ouvrir un nouveau chapitre. Reste maintenant à savoir lequel des deux aura raison et aura pris le bon pari sur le futur. Et si pour une fois la vraie intelligence stratégique consistait à attendre que le désir précède la technologie ?

Mots fléchés

Puissant poison		Sièges	Hippiques	Métal	Réprimande	Détruis	Cantine huppée
Fruste						Tresser	Général sudiste
					Immobile		
					Perdue		
Confiserie		Prénom féminin	Possessif	Ristournes			
					Mioches		
					Particule qui renforce le qui		
Festin				Valse			Golfe marin
Ville du Nevada							Anneaux pour cavalier
			Petit meuble de salon	Chaine de télé française		Île française	
						Métamorphose	
Avancée	A l'intérieur				Vagabondait		
	Exécute				Rognon		
				Roue à gorge		Département	
						Id est	
Acteur français (Jean)		Pronom personnel habitante d'une ville du midi de la France		Merveille	Contesta		Intermédiaire
					Dieu celtre		
				Sou			
				Lapidaire			
Plante ornementale			Épais			On le respire	
Mouvement compulsif			Haute coiffure			Créateur	
		Salve			Imaginaires	Prairies	
						Petite étendue d'eau	
Doctrines fondées sur la propriété collective							Pétillant italien
Entre l'URSS et la Russie							Distinguée
		Âpre					
		Ouvre la panse				Nivelé	
Avertie	Existera			Inusités			Moutard
	Rouspéteur			Premier continent connu			
					Écrivain français (Eugène)	Pour la balle de golf	
Paragraphe		Orateur grec	Beaucoup			Espace pour boxeurs	
				Enduit			Note de musique
				Déchif-frai		Flamme	On le donne en musique
Aurore			Rivière bretonne			Pâtisserie	
Empester						Sélénium	
			Plante herbacée		Derrière		
Bramé			Axe mécanique				Équerre

PÉTROLE

Le Brent à plus de 71 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère hausse mercredi, les tensions géopolitiques dominant l'évolution du marché pétrolier depuis le début de l'année. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,38% à 71,04 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, progressait de 0,34% à 65,85 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 26 février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 165 blessés en 24 heures

Cinq personnes ont trouvé la mort et 165 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Les accidents mortels ont été enregistrés dans les wilayas de Béjaïa (1 mort et 5 blessés), Batna (1 mort et 1 blessé), Tébessa (1 mort et 1 blessé), Sétif (1 mort) et Constantine (1 mort), précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau dans les wilayas de Ain Temouchent, Tlemcen et Médéa, ajoute le communiqué.

BAD - PNUD

Une initiative pour mobiliser 10 milliards de dollars pour l'IA d'ici 2035

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), viennent de lancer une initiative qui vise à mobiliser 10 milliards de dollars d'ici 2035 pour financer les projets permettant d'accélérer l'adoption responsable de l'intelligence artificielle (IA) et de soutenir la croissance économique numérique inclusive à travers le continent. Les ressources mobilisées à travers cette initiative conçue conjointement par la BAD et le PNUD et des partenaires privés, seront déployées pour créer jusqu'à 40 millions de nouveaux emplois à travers le continent d'ici 2035, via des investissements ciblés qui construisent les fondations de l'IA et catalysent une adoption à grande échelle de

l'entrepreneuriat et de l'infrastructure de données régionales aux cadres politiques et au développement des compétences, explique la BAD dans un communiqué publié sur son site web. Cette initiative a été annoncée lors du forum de Nairobi (Kenya) sur l'IA "Nairobi AI Forum 2026", qui s'est tenu du 9 au 10 février dernier, et qui a réuni des représentants des gouvernements, des dirigeants du secteur privé, des partenaires au développement et des innovateurs technologiques afin de tracer des voies pour une adoption de l'IA génératrice d'impact. "Le groupe de la BAD, en tant qu'institution multilatérale de développement de premier plan, tire parti de son avantage comparatif pour s'assurer que l'Afrique ne soit pas laissée pour compte à l'ère de l'IA",

a indiqué le chef de la division des opérations TIC du groupe, Nicholas Williams, cité dans le communiqué. "L'Initiative 10 milliards de dollars pour l'IA ouvre la voie à des partenariats élargis et à des investissements soutenus qui accéléreront l'entrepreneuriat dans le domaine de l'IA, renforceront les écosystèmes de données et d'infrastructures, et soutiendront une croissance inclusive à travers le continent", ajoute le responsable. De son côté, le représentant résident du PNUD au Kenya, Jean-Luc Stalton, a souligné le rôle central du PNUD dans la réinvention et la promotion de partenariats concrets en matière d'IA, pilotés par le secteur privé et conçus pour créer des emplois et améliorer les moyens de subsistance des communautés.

APS

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Et si l'Intelligence Artificielle remplaçait les économistes !!!!

Pourquoi le débat économique faiblit et les économistes sont devenus bizarrement peu bavards. Il y a deux catégories d'économistes qui se « vendent » bien : ceux qui viennent avec des assertions portées par des résultats standards et normatifs sortis directement d'une feuille de calcul ; et ceux qui viennent avec des déclarations à l'emporte-pièce puisées dans le populisme le plus éculé. L'analyse économique des phénomènes économiques et sociaux devient minoritaire ou de plus en plus inaudible. Alors, il devient légitime de s'interroger sur le rôle de la science économique et sur son utilité sociale. D'aucuns diraient que jusqu'à présent aucune crise n'a été anticipée ou prévue par les économistes. Dans le même ordre, quand les crises arrivent, les économistes n'expliquent souvent que partiellement leurs causes ou leur nature. On a souvent critiqué les économistes pour leur incapacité à prévoir les crises ou au moins les phénomènes annonciateurs en raison des difficultés de prévoir, même avec les modèles économétriques les plus sophistiqués au plan théorique. Face à cette difficulté de prédiction, les économistes se retournent vers le passé pour essayer d'imaginer l'avenir, avec l'hypothèse un peu farfelue que si dans le passé tel phénomène ou tel événement s'est produit, il est possible qu'il se reproduise dans l'avenir. Bien entendu on exploite des masses de données collectées pour tirer une tendance (un trend dans les manuels d'économie et de statistique). Rien n'est moins sûr. Deux économistes célèbres (N. Roubini et M. Burry) revendent leur prédiction de la crise de 2008. Maintenant que les données et les analyses croisées sont disponibles, les

prétentions des auteurs ont été revues à la baisse. La science économique n'est pas une science de la prédiction, au mieux elle s'appuie sur les modèles mathématiques et les statistiques pour faire des prévisions. Les économistes ont des difficultés à expliquer les crises passées, alors comment peuvent-ils prévoir ou prédire les crises à venir et anticiper leur solution ou du moins les éviter. La macroéconomie est dominée par les modèles mathématiques très spéculatifs et qui projettent des indicateurs sur l'avenir en s'appuyant sur le paramétrage des variables sur les données du passé ou sur des estimations par des modèles probabilistes. L'économie réelle n'est pas qu'agrégats et relations mécaniques, elle est surtout des comportements individuels, de groupes et des relations influencés certes par des paramètres économiques mais aussi par des facteurs psychologiques, sociologiques, historiques, géographiques et politiques. Le journaliste de France-Culture recevant, le 14 février 2026, le prix Nobel d'économie 2025 (Ph. Aghion), lui pose la question suivante : De quelle scientificité les sciences dites « économiques » peuvent-elles se prévaloir ? Et lui propose trois citations sur la scientificité de la science économique. La première, de M. Rocard : « Ma discipline, l'économie, est la plus ridicule des disciplines modernes. Elle est allée chercher, par la mathématisation, une scientificité pour se comparer aux sciences dures, alors que son objet reste sociologique ». Le second J. Tirole (autre prix Nobel) : « l'histoire, la psychologie, le droit, la sociologie et l'économie ont le même objet : l'individu, le groupe, les entreprises, les administrations. La mathématisa-

tion n'est qu'une technique pour tester les hypothèses par des statistiques disponibles ». Enfin, K. Boulding (économiste et philosophe interdisciplinaire anglais) réputé par sa célèbre phrase : « celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit fou, soit un économiste ». On voit bien qu'il s'agit d'un thème autour duquel le débat fait rage, les sciences économiques doivent convoquer tour à tour l'histoire, le droit, la sociologie, la psychologie, la politique et certainement les mathématiques-statistiques pour se donner une rigueur dans l'analyse et une acceptabilité sociale. En regardant de près le développement de l'IA et ses modèles particulièrement l'IA générative, et en observant les modèles mathématiques utilisés par les économistes, on trouve un dénominateur commun : exploiter les données de masse du passé pour tirer des projections ou des analyses sur le fonctionnement des économies dans le présent et l'avenir. L'enjeu est donc celui de l'information et de sa qualité. Le reste n'est que spéculation et hypothèses. Ainsi, il devient inquiétant pour la science économique, elle risque de devenir la première discipline qui sera remplacée par cette même IA. Ce sont donc les économistes eux-mêmes qui vont précipiter ce remplacement. En effet, à vouloir dénaturer son objet et son statut et à modéliser et paramétrer les relations et les phénomènes économiques, les économistes ont livré leur discipline aux bons soins des mathématiciens-statisticiens et des informaticiens. Rien d'anormal ni de mal à faire appel à ces disciplines comme outils ou techniques. Le pro-

blème se pose lorsque le résultat du modèle devient la conclusion sans appel et c'est l'économiste qui va adapter son raisonnement aux contraintes du modèle par un renfort d'hypothèses face à la faiblesse des données ou des relations entre les variables du modèle. La beauté de la formule ou du modèle l'emporte sur le raisonnement économique. Pourtant, il y a très longtemps que des éminents économistes ont alerté sur cette dérive consistant à extraire, au nom de la scientificité, la science économique de son enracinement dans les sciences sociales ; on peut citer entre autres, parmi les anciens K. Marx, Robbins, Schumpeter, et parmi les nouveaux Sen, Becker, Scholes, Krugman. (Tous Prix Nobel d'économie) La science économique aurait gagné en légitimité, en crédibilité, et en utilité sociale si elle avait emprunté la voie de l'interdisciplinarité. Joan Robinson, célèbre économiste keynésienne et professeur à Cambridge a laissé une phrase célèbre dans une interview : (paraphrasée) « Si le trésor britannique s'était intéressé au rôle des professeurs d'économie et des économistes en général, il aurait été amené à demander le remboursement des salaires versés. » Le 20 février 2026, la Banque d'Algérie annonce sa dotation d'un modèle de projection macroéconomique, sous l'appellation « Algeria Macroeconomics Projection Model (AMPM) ». On précise que c'est un modèle mathématique développé par la BA avec l'appui technique du FMI. Gardons l'espoir que cet Outil sophistiqué apportera une rigueur à la politique monétaire et une meilleure projection des indicateurs macroéconomiques à court et moyen termes.